

PÉTROLE

**Le Brent progresse
à 66,27 dollars**

P 16

ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE, ATTRACTIVITÉ
DE L'INVESTISSEMENT ET POUVOIR D'ACHAT

Les contours du PLF 2026 tracés

Adopté récemment en Conseil des ministres, le Projet de Loi de Finances (PLF 2026) s'inscrit au cœur des réformes économiques initiées par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ce dernier a rappelé avec fermeté que cette loi « ne devra en aucun cas prévoir une augmentation qui accable le pouvoir d'achat du citoyen ». Cette orientation vise clairement à concilier la justice sociale, les réformes structurelles et la stimulation de la croissance économique. P 3



PROGRAMME
DE DÉVELOPPEMENT
DES OLÉICULTURES

**Des mesures
pour encourager
les producteurs**

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a reçu, mardi à Alger, un groupe d'agriculteurs membres du programme de développement des oléicultures, notamment le tournesol et écouté leurs préoccupations portant essentiellement sur les contraintes rencontrées lors de leurs premières expériences, annonçant une batterie de mesures pour encourager les producteurs et éviter les pertes, indique un communiqué du ministère. P 2

CLÔTURE DE NAPEC 2025
À ORAN

**Une édition
de confirmation
et d'ouverture
sur le monde**

Après trois jours de débats intenses sur les questions énergétiques notamment le gaz, les énergies renouvelables et l'hydrogène, la 13^e édition du Salon international Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conferences (NAPEC 2025) s'est clôturée hier à Oran. P 5

LA 33^e ÉDITION DE LA FPA
2025 PRÉVUE DU 18 AU 27
DÉCEMBRE PROCHAIN À
ALGER

**Le grand rendez-
vous du "Made in
Algeria"**

Sous le haut patronage du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la Société Algérienne des Foires et Exportations (SAFEX) a annoncé, hier dans un communiqué, l'organisation de la 33^e édition de la Foire de la Production Algérienne, prévue du 18 au 27 décembre 2025 au Palais des Expositions des Pins Maritimes à Alger. P 2

MINES

**Organisation à Béni Abbès
d'un workshop sur la
géologie algérienne et les
défis d'avenir** P 2

RÉUNION DU GOUVERNEMENT
**Trois dossiers importants
examinés** P 3

AVEC L'AMBITION DE FAIRE DE
L'ALGÉRIE UN PÔLE EXPORTATEUR
**Sonatrach accélère ses
projets pétrochimiques** P 5

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES OLÉICULTURES

Des mesures pour encourager les producteurs

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a reçu, mardi à Alger, un groupe d'agriculteurs membres du programme de développement des oléicultures, notamment le tournesol et écouté leurs préoccupations portant essentiellement sur les contraintes rencontrées lors de leurs premières expériences, annonçant une batterie de mesures pour encourager les producteurs et éviter les pertes, indique un communiqué du ministère.

Synthèse S R

Lors d'une rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, en présence du directeur général de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), du PDG de l'Entreprise publique économique spécialisée d'aliments du bétail (ONAB), du directeur général de l'Entreprise de développement des cultures agricoles stratégiques (DCAS) et du directeur de l'Entreprise spécialisée dans l'approvisionnement en semences et engrais pour tournesol. Les intervenants ont exprimé leur souhait d'investir dans cette culture prometteuse subventionnée par l'Etat et exprimé leurs préoccupations concernant la saison 2024-2025 pour la culture du tournesol, notam-

ment la prise en charge de leurs récoltes stockées au niveau des Coopératives des céréales et légumes secs (CCLS) et leurs transfert aux unités de transformation, ajoute le communiqué. Parmi les préoccupations soulevées par les producteurs, "la non disponibilité du matériel dédié à cette culture et l'absence de formations spécialisées, et d'un accompagnement technique efficace pour les agricultures". Après avoir écouté leurs préoccupations, le ministre a affirmé le maintien de la subvention de l'Etat pour cette culture et l'attachement des autorités publiques à accompagner les producteurs et à mobiliser tous les moyens nécessaires pour élargir la superficie de production qui lui est consacrée dans le nord et le sud du pays, précise le

document. Ainsi, une série de décisions ont été prises pour encourager les producteurs, dont des instructions données à la DCAS et à l'ONAB pour mobiliser tous les moyens nécessaires à la prise en charge de l'opération d'acquisition des récoltes auprès des agriculteurs et leur tri avant leur transfert aux usines de transformation. Les instructions ont concerné aussi l'engagement des sociétés privées contractantes avec les agriculteurs à prendre en charge les récoltes de ces derniers et à assurer le tri des semences dans un délai ne dépassant pas les 40 jours, avec la mise, à disposition des agriculteurs, de tous les moyens et matériels disponibles au niveau des entreprises publiques concernées.

LA 33^e ÉDITION DE LA FPA 2025 PRÉVUE DU 18 AU 27 DÉCEMBRE PROCHAIN À ALGER

Le grand rendez-vous du “Made in Algeria”

Par Selma R.

Sous le haut patronage du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, la Société Algérienne des Foires et Exportations (SAFEX) a annoncé, hier dans un communiqué, l'organisation de la 33^e édition de la Foire de la Production Algérienne, prévue du 18 au 27 décembre 2025 au Palais des Expositions des Pins Maritimes à Alger. Cette manifestation économique d'envergure rassemblera l'en-

semble des acteurs du tissu productif : institutions publiques et privées, PME, start-ups, artisans et détenteurs de métiers traditionnels. Selon la SAFEX, la Foire de la Production Algérienne se veut un espace stratégique de valorisation de la production nationale, de promotion du label «Made in Algeria», et de consolidation des échanges entre opérateurs économiques issus de divers secteurs. Il s'agit d'une plateforme idéale pour exposer les produits et les

services, favoriser l'interaction directe avec les visiteurs et les consommateurs, conclure des partenariats et échanger les expertises entre les différents opérateurs économiques, ajoute le communiqué. Cet événement, qui constitue un levier essentiel visant à encourager la production nationale, à ancrer la culture de la consommation locale et à promouvoir le label "Made in Algeria" comme symbole de qualité et d'excellence, accordera une attention particulière à l'entrepreneuriat et

à l'innovation, à travers la mise en avant du rôle des start-up et des nouvelles technologies, selon la même source. La FPA contribue aussi à la préservation du patrimoine culturel, en permettant aux artisans de faire connaître leur savoir-faire et leurs produits à un large public. Algeria Exhibitions a annoncé l'ouverture des inscriptions à cet événement économique via la plateforme électronique : registration.safex.dz, précisant que la foire sera ouverte de 10h à 19h.

HOLCIM EL-DJAZAÏR

Fer de lance de l'ambition exportatrice de l'Algérie

Synthèse S R.

Holcim El-Djazaïr a réalisé avec succès, au port de Annaba, deux opérations d'exportation simultanées d'envergure : 45 000 tonnes de produits finis à destination des États-Unis d'Amérique, l'un des marchés les plus exigeants au monde, et 45 000 tonnes de clinker exportées vers la Mauritanie, notre marché naturel en Afrique, a annoncé le groupe dans un communiqué. Une délégation locale du Groupe Holcim s'est rendue sur place pour superviser ces deux opérations, en étroite collaboration avec les équipes du port de Annaba, té-

moignant ainsi de la synergie et de la coordination exemplaires entre les différents acteurs impliqués dans la réussite de ces exportations. Ces exportations illustrent les progrès significatifs accomplis par le Groupe grâce aux mesures mises en place par les pouvoirs publics pour soutenir les exportations, conformément aux orientations du Président de la République, rappelées récemment lors du Salon IATF 2025. Ces efforts se traduisent notamment par la priorisation des opérations d'exportation, la mise en œuvre d'un dispositif logistique opérationnel 24 h/24, ainsi que par la disponibilité des produits avant

l'arrivée des navires, garantissant ainsi une meilleure fluidité des opérations, une efficacité logistique renforcée et une compétitivité accrue sur les marchés internationaux. Avec un objectif ambitieux de 3,4 millions de tonnes exportées en 2025, soit plus de 30 % du volume national total pour le ciment et le clinker, Holcim El-Djazaïr confirme sa position de leader du secteur. Plus de 40 % de ces volumes sont destinés au continent africain, grâce à la position géopolitique privilégiée de l'Algérie et aux opportunités offertes par la ZLE-CAf.

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE, ATTRACTIVITÉ DE L'INVESTISSEMENT ET POUVOIR D'ACHAT

Les contours du PLF 2026 tracés

Adopté récemment en Conseil des ministres, le Projet de Loi de Finances (PLF 2026) s'inscrit au cœur des réformes économiques initiées par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ce dernier a rappelé avec fermeté que cette loi « ne devra en aucun cas prévoir une augmentation qui accable le pouvoir d'achat du citoyen ». Cette orientation vise clairement à concilier la justice sociale, les réformes structurelles et la stimulation de la croissance économique.

Par Mourad A.

Plusieurs experts ont analysé les contours de ce texte et ses implications sur la trajectoire économique du pays. Lors de l'émission radio « El Mouachir », diffusée sur la « Chaîne I », Abderrahmane Hadeef (consultant et expert en géo-économie), El Houari Tigharsi (expert en économie) et Saïd Mansouri (président du Club économique algérien) ont souligné que ce projet de loi constitue une étape déterminante dans la transition d'un modèle fondé sur la rente vers un modèle productif et diversifié. Pour Abderrahmane Hadeef, le PLF 2026 « devra relever le double défi de soutenir la dynamique d'investissement et de production nationale tout en maintenant les grands équilibres financiers ». Selon lui, la démarche du Président Tebboune s'appuie sur un équilibre prudent entre le social et l'économique, écartant toute mesure susceptible de peser sur les ménages. « Le président de la République a été clair, a déclaré Hadeef. L'objectif n'est pas de charger davantage le citoyen, mais de rationaliser la dépense publique et d'optimiser la gestion budgétaire. Cela signifie qu'il faut agir sur la qualité de la dépense et non sur la pression fiscale. L'État doit créer les conditions d'une croissance durable à travers la production nationale, la modernisation des outils de travail et l'efficacité de la dépense publique ». Le Président, a-t-il rappelé, a donné des instructions fermes pour protéger le pouvoir d'achat et éviter les pressions fiscales excessives, tout en œuvrant à élargir l'assiette fiscale et à moderniser le système de recouvrement. Pour Hadeef, la clé réside dans la création d'une fiscalité intelligente, capable de mobiliser les ressources sans freiner l'investissement ni décourager l'initiative privée. Cette réforme, visant à rendre la fiscalité plus juste et plus performante, s'accompagne

d'une transformation numérique profonde : généralisation des déclarations en ligne, simplification administrative et intégration des outils numériques dans la gestion des impôts. Hadeef a insisté sur ce virage numérique, qu'il considère comme « une révolution silencieuse mais décisive dans la modernisation de l'État ».

Réalisme budgétaire et réduction du déficit

L'économiste El Houari Tigharsi a, pour sa part, salué le réalisme budgétaire du PLF 2026, qu'il qualifie de « charnière dans le processus de réforme économique engagé depuis 2020 ». Selon lui, « l'Algérie entre dans une phase où la planification budgétaire se fait à moyen terme, ce qui permet une meilleure cohérence entre les dépenses publiques, les investissements productifs et les équilibres macroéconomiques ». Tigharsi a rappelé que le budget global de 2026 avoisine les 125,8 milliards de dollars, avec un déficit estimé à près de 66 milliards de dollars. « Ce chiffre peut sembler élevé, mais il doit être relativisé, car une partie du déficit sera absorbée par la hausse de la croissance hors hydrocarbures et par l'amélioration du rendement fiscal », a-t-il expliqué. Il a estimé que le développement des secteurs productifs, notamment l'agriculture, l'industrie et les services numériques représentent la solution la plus efficace pour réduire le déficit structurel. « Le défi n'est pas de dépenser moins, mais de dépenser mieux, en ciblant les secteurs capables de créer de la valeur ajoutée et des emplois durables », a-t-il ajouté.

Modernisation de la gouvernance et décentralisation

Les intervenants ont également salué les efforts visant à moderniser la gouvernance économique. La création d'un

plan de modernisation de l'Office national des statistiques (ONS), voulue par le chef de l'État, devrait, selon eux, améliorer la fiabilité des données économiques et sociales et orienter les politiques publiques sur des bases concrètes. Sur le plan fiscal, la mise en place d'une programmation triennale (2026-2028) permettra, selon Tigharsi, « d'éviter les fluctuations budgétaires annuelles et d'assurer une meilleure visibilité aux investisseurs ».

Le PLF 2026 prévoit également de stimuler l'investissement privé en simplifiant les procédures administratives et en renforçant le guichet unique à travers le principe du « Only Once », qui vise à réduire les démarches répétitives et à fluidifier le climat des affaires. De son côté, Saïd Mansouri a plaidé pour une décentralisation économique effective, afin de donner plus de prérogatives aux collectivités locales.

Selon lui, le développement durable passe par la valorisation des ressources locales et la création d'un tissu d'entreprises de proximité, notamment dans les secteurs agricole et artisanal. « Les communes doivent devenir des acteurs de la croissance », a-t-il soutenu, estimant que la diversification économique commence à l'échelle locale. Les discussions ont enfin mis en lumière les efforts de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), qui adopte désormais une approche axée sur la performance économique : maturation des projets, suivi post-investissement et création d'écosystèmes industriels attractifs. « L'investissement est le moteur de la croissance, mais la confiance est le carburant qui le fait avancer », a résumé Tigharsi. À travers le PLF 2026, le gouvernement traduit la volonté du Président Tebboune d'instaurer un cadre budgétaire équilibré, protecteur du citoyen et favorable à la relance productive.

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Trois dossiers importants examinés

Par Selma R.

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs dossiers, a indiqué un communiqué des services de Premier ministre. En premier lieu, et conformément aux dispositions de l'article 156 de la Constitution ainsi qu'à la loi organique n°18-15 du 2 septembre 2018 relative aux lois de finances, le Gouvernement a examiné le projet préliminaire de loi portant règlement bud-

gétaire pour l'exercice 2023, avant sa présentation en Conseil des ministres. Ce texte vise, précise la même source, à permettre au Gouvernement de présenter au Parlement un rapport détaillé sur l'exécution de la loi de finances de l'année concernée. Il convient de souligner que ce document, relatif à l'exercice budgétaire 2023, constitue le premier règlement budgétaire élaboré sur la base du nouveau cadre juridique et réglementaire encadrant la budgétisation par programmes, entré en vigueur en 2023. Par ailleurs, le Gouvernement a en-

tendu une communication relative à la mise en œuvre des projets d'énergies renouvelables, notamment le programme de 3 200 MW. À cette occasion, il a été mis en avant la volonté de l'État de faire des énergies renouvelables un pilier de la souveraineté énergétique et du développement durable du pays. Dans cette optique, l'Algérie engage, à travers ce programme ambitieux, sa transition vers un modèle énergétique fondé sur la valorisation du potentiel solaire national et le renforcement des capacités industrielles locales. Les progrès notables réalisés

dans le développement des capacités nationales ont été salués, en particulier dans la fabrication de certains équipements liés à ce secteur et la réalisation des infrastructures de production. Enfin, dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du programme de raccordement en eau potable des zones confrontées à la pénurie hydrique, le Gouvernement a écouté un exposé sur le projet de transfert d'eau d'Aïn Karcha (wilaya d'Oum El Bouaghi) vers le barrage de Koudiat Lemdour (wilaya de Batna).

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

La Banque mondiale revoit à la hausse ses prévisions pour l'Algérie

Par R. E.

La Banque mondiale (BM) a relevé ses prévisions de croissance pour l'économie algérienne en 2025 et 2026, soutenue notamment par la vigueur des secteurs hors hydrocarbures, selon son dernier rapport sur les Perspectives économiques pour la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MENAAP), publié mardi.

L'institution financière internationale table désormais sur une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 3,8% en 2025, soit 0,6 point de plus que ses estimations d'avril dernier. Pour 2026, la croissance devrait atteindre 3,7%, en hausse de 0,5 point par rapport aux précédentes projections. Cette révision à la hausse reflète une accélération de l'activité économique observée au premier trimestre 2025, marquée par une progression de 4,5% en glissement annuel, selon le rapport. La croissance des secteurs hors hydrocarbures durant cette période a compensé la contraction de la production d'hydrocarbures, portée par une consommation des ménages dynamique et une hausse soutenue de l'investissement (+13,9% en glissement annuel), précise la BM, ajoutant qu'une tendance similaire est attendue en 2026. S'agissant de l'inflation, elle devrait reculer à 2,8% en 2025, contre 4% l'année dernière, d'après les nouvelles estimations de l'institution de Bretton Woods. Axé cette année sur la thématique de l'emploi et de la participation des femmes, le rapport souligne également les efforts de l'Algérie en matière d'intégration des femmes au marché du travail. Selon la BM, l'Algérie fait partie des quatre pays de la région ayant enregistré, au cours des 25 dernières années, des "progrès mesurables" dans ce domaine, avec un taux de participation des femmes qui a plus que doublé entre 2000 et 2017, passant de 7% à 17%.

CONSTANTINE
La 21e édition des Journées internationales d'oncologie à partir de jeudi

La ville de Constantine accueillera, à compter de jeudi, la 21e édition des Journées internationales d'oncologie, à l'initiative du service d'oncologie de l'Etablissement hospitalier Didouche-Mourad, en collaboration avec la Société algérienne de formation et de recherche en oncologie et l'association Oncologica, a-t-on appris, mardi auprès de la présidente du comité d'organisation de la manifestation. La professeure Assia Ben Salem, également cheffe du service d'oncologie de l'hôpital Didouche-Mourad, a précisé que cette édition se tiendra sous le thème "Innovations thérapeutiques en oncologie et intelligence artificielle (IA)". L'événement sera marqué par le lancement du "Premier forum Kamel-Bouzid d'oncologie", hommage rendu au professeur défunt Kamel Bouzid, figure éminente de la discipline en Algérie et fondateur de la première société nationale d'oncologie médicale. Le programme scientifique de ces journées prévoit des conférences et des ateliers spécialisés autour des dernières avancées en matière d'immunothérapie, de thérapies ciblées et de médecine de précision, ainsi que sur l'apport de l'IA dans le diagnostic et la pratique clinique. Des professeurs et chercheurs issus de divers centres hospitalo-universitaires du pays y prendront part. L'événement comprendra également un "Forum des jeunes en oncologie", au cours duquel neuf communications scientifiques seront présentées par de jeunes médecins-chercheurs. Une session sera par ailleurs consacrée aux associations de patients, en partenariat avec la Fédération algérienne des associations de malades atteints de cancer, afin d'aborder le rôle du tissu associatif dans la prise en charge globale et le soutien psychologique des personnes touchées par cette maladie. Selon la professeure Ben Salem, ces journées, prévues sur trois jours, visent à promouvoir la formation médicale continue et à renforcer la recherche dans la lutte contre le cancer.

COMPLEXE SIDÉRURGIQUE TOSYALI
Vers des exportations d’une valeur d’un milliard de dollars en 2025

Le complexe sidérurgique Tosyali de Bethioua (Oran) ambitionne de réaliser un chiffre d'affaires à l'exportation d'un (1) milliard de dollars au cours de l'année 2025, a indiqué Alp Topçioğlu, membre du conseil d'administration du complexe. Dans une déclaration à la presse en marge de la 13e édition du Salon international "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference" (NAPEC 2025), qui se poursuit à Oran, M. Topçioğlu a précisé que "les recettes d'exportation de cette année atteindront 1 milliard de dollars, et dépasseront 1,5 milliard de dollars l'année prochaine". Il a ajouté que le complexe a exporté, cette année, 1,5 million de tonnes de produits sidérurgiques, principalement du fer à

béton, des fils de fer, des boulettes de minerai de fer, des tuyaux hélicoïdaux résistants à la corrosion, et d'autres types de tuyauteries utilisées notamment dans le secteur des hydrocarbures, ainsi que des produits plats en acier. Ces exportations ont été acheminées depuis les ports d'Oran, Arzew et Mostaganem vers plusieurs pays de l'Union européenne, notamment l'Italie et l'Espagne. Concernant le projet d'usine de production d'hydrogène vert à partir des énergies renouvelables – un partenariat entre Sonatrach, l'entreprise américaine Hecate Energy Global Renewables, et Tosyali –, le même responsable a précisé que le projet "est actuellement en phase d'étude et nécessitera trois années pour sa réalisation".

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	0,31	5,95	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 415,00	1420,00	0,35	0,67	0,34	9,13	5,48	22010	31 254 200,00
BIOPHARM	BIO	2 480,00	2480,00	0,00	3,20	2,80	6,54	6,50	1370	3 370 200,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 090,00	2000,00	-4,31	-6,09	-11,62	9,54	6,25	2060	4 120 000,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,09	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	385,00	-3,75	-1,89	-4,24	3,64	5,45	40	15 400,00

SALON « FORMATEK EXPO »

Plaidoyer pour l’intégration de l’IA dans la formation professionnelle

Le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Microentreprises, Nouredine Ouadah, a affirmé hier que l'intégration des technologies modernes et de l'intelligence artificielle (IA) dans le processus de formation constitue un pilier fondamental pour le développement du capital humain et le renforcement de la compétitivité de l'économie nationale, selon un communiqué du ministère. Lors de l'ouverture de la première édition du salon «Formatek Expo», tenu au Palais des Expositions de Pins Maritimes (Alger), et en présence de la ministre de la

Formation et de l'Enseignement professionnels, Nassima Arhab, le ministre a souligné que « la formation basée sur les technologies modernes rapproche le savoir du citoyen et permet aux différentes catégories de la population, à travers toutes les wilayas du pays, de développer leurs compétences et d'accéder à des opportunités d'apprentissage avancées», précise le communiqué. Le ministre a également insisté sur la nécessité pour les centres de formation et les universités de suivre le rythme des transformations numériques, en adoptant des solutions innovantes développées par les start-up na-

tionales, ce qui, selon lui, permettrait d'améliorer la qualité et l'efficacité des dispositifs de formation. Dans le même sens, le ministre a averti que l'intelligence artificielle impose de nouveaux défis aux systèmes de formation, nécessitant une maîtrise technologique et une capacité d'adaptation rapide face à l'évolution continue des outils numériques. Il a conclu en affirmant que l'Algérie poursuit résolument la consolidation de son écosystème numérique, tout en construisant des institutions capables d'innover dans les domaines de l'IA et des technologies éducatives.

FORMATION PROFESSIONNELLE/BORDJ BOU ARRERIDJ

Inauguration d’un centre d’excellence en électronique et appareils électroménagers

La ministre de la Formation et de l'Enseignement Professionnels, Nassima Arhab, a présidé mardi dans la commune de Ras El Oued (Est de Bordj Bou Arreridj) l'inauguration d'un centre d'excellence en électronique et appareils électroménagers. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de travail dans cette wilaya, la ministre a indiqué que l'INSFP « frères Messaâd » de Ras El Oued transformé en centre d'excellence en électronique et appareils électroménagers assurera des formations de haute qualité adaptés aux exigences du marché économique local ». Le centre, a-t-elle ajouté, permettra aux stagiaires « d'acquérir des compétences leur garantissant une intégration efficace sur le marché de l'emploi à travers la relation directe avec les opérateurs économiques de la région », re-

levant que « ce centre concrétise la stratégie de son département ministériel axée sur la mise en adéquation de la formation professionnelle avec les besoins effectifs du marché de l'emploi et la qualification de compétences capables de soutenir le développement industriel et économique de cette wilaya ». Le centre d'excellence offre au titre de la session d'octobre 2025 plusieurs spécialités dont celle de technicien supérieur en « installation des appareils de climatisation », « montage et entretien des appareils électroménagers et électroniques » et « électronique intégrée aux systèmes intelligents » dans le cadre de la forma-

tion appliquée intégrée aux entreprises économiques dont le groupe Condor eletronics, partenaire stratégique, en plus de la spécialité « d'agent de production d'appareils de climatisation » dans le cadre de la qualification professionnelle. Ce centre dispose aussi d'une position stratégique avec sa proximité de la zone industrielle Belaid Abdeslam de R'mail de Ras El Oued 8,5 km), de la zone d'espace, ex-port sec, de Tixter (15 km), de la zone industrielle de Bordj Bou Arreridj (38 km), de la zone industrielle Ouchiche Abdelmadjid de la commune Hamadia (40 km) et des zones industrielles de la wilaya de Sétif.

Mercuriale					
وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL			وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE		
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025 Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025					
		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²	
		DA / Kg		دج / كلغ	
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا
	Tomate	63	75	50	الطماطم
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف
	Carotte	92	104	81	الجزر
	Navet	104	117	92	لفت
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار
	Courgette	97	111	82	الكوسة
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	110	125	96	الخس
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي
	Datte	590	717	463	التمر
	Banane	425	437	413	الموز
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر
	Raisin	215	277	152	العنب
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)

CLÔTURE DE NAPEC 2025 À ORAN

Une édition de confirmation et d’ouverture sur le monde

Après trois jours de débats intenses sur les questions énergétiques notamment le gaz, les énergies renouvelables et l’hydrogène, la 13^e édition du Salon international Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conferences (NAPEC 2025) s’est clôturée hier à Oran.

De notre envoyé spécial Reda Hadi

Dans son discours de clôture, le fondateur et organisateur du NAPEC, Djafar Yacini, a mis en exergue les efforts déployés par les différents partenaires de l’organisation et a surtout insisté sur l’image de NAPEC à travers le monde, qui a atteint, selon lui, un standing de renommée internationale. Durant ces trois jours de manifestation, des contacts entre partenaires ont été établis. Après avoir souligné que cette édition, étoffée par 513 participants venus de 60 pays, a permis d’asseoir la renommée de NAPEC en matière de lien entre les entreprises et le pont qu’elle construit entre elles, il a précisé que plus de 22 000 visiteurs professionnels ont été accueillis durant toute la durée de cet événement. Il a rappelé que le NAPEC a permis d’établir des contacts avec des majors du secteur, sans toutefois donner plus de détails. Le discours de clôture a insisté sur la confiance retrouvée des partenaires internationaux envers le cadre juridique algérien dans le secteur énergétique, ainsi que sur l’impératif de coopération, de transfert de technologie et de création de valeur locale. Il faut noter que durant le salon, plusieurs projets structurants ont été mis en avant, comme le dessalement de l’eau de mer, avec des projets de centrales côtières intégrant 35 % d’énergie solaire, ainsi qu’un intérêt croissant de délégations étrangères pour ces solutions durables, sans aucune annonce de partenariats ou de contrats. Lors de son allocution, le DG du NAPEC a souligné l’importance de renforcer le mix énergétique, de promouvoir la transition énergétique et d’attirer des inves-

tissements dans l’énergie propre. D’autre part, l’Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (ALNAFT) prévoit de lancer de nouveaux appels d’offres dans le secteur. Cette dernière a d’ailleurs signé deux conventions d’études, avec la compagnie omanaise Petrogas, portant sur l’évaluation du potentiel en hydrocarbures de deux périmètres situés respectivement dans les bassins de Touggourt et de Berkine. Signées en marge du "North Africa Petroleum Exhibition and Conference (NAPEC 2025)", par le président d’Al-naft, Samir Bekhti, et le PDG du groupe Petrogas, Kingsuk Sen, ces deux conventions s’inscrivent dans le cadre d’un accord global signé entre les deux parties, le 29 juin dernier. Elles prévoient la réalisation d’études géologiques, géophysiques et de réservoir sur les périmètres de Hassi Toumiat et El Borma-Hassi Keskassa, en vue de proposer ultérieurement un programme d’investissement. Selon le président d’Al-naft, ces études visent à identifier de nouvelles opportunités de valorisation des ressources en hydrocarbures, tout en renforçant la coopération entre l’Algérie et le Sultanat d’Oman dans le domaine de la recherche et du développement énergétique. «Il s’agit d’effectuer des études pour améliorer la productivité des gisements qui sont dans les deux bassins, dont certains présentent des challenges techniques, et de faire de nouvelles découvertes autour des gisements existants», a-t-il précisé. Dans le détail, celui-ci a expliqué que les deux conventions vont permettre à Petrogas d’avoir des «données précises» au sujet de ces deux sites et par la suite «pourra formuler une proposition d’investissement

dont l’objectif est améliorer la production et découvrir d’autres réserves sur les mêmes sites».

Le contrat Sonatrach-ExxonMobil bientôt finalisé

Par ailleurs, les pourparlers se poursuivent entre le groupe Sonatrach et le géant américain ExxonMobil, pour explorer davantage les opportunités dans l’exploration gaz/pétrole en Algérie. Selon un responsable de cette firme, la finalisation du contrat en cours sera bientôt signée à Alger. Requérant l’anonymat, celui-ci nous a précisé que les tractations en cours concernent plusieurs aspects commerciaux (qui semblent être en bonne voie) et portent notamment sur les modalités de partage, les coûts, les investissements précis, les incitations fiscales, etc. Selon notre source, on s’attend à ce que ces discussions se traduisent par des contrats formels. Toujours selon lui, certains de ces contrats seraient prêts à être signés très prochainement à Alger. Toujours selon cette même source, même après signature, il y aura une phase de développement (forages, tests, infrastructures) à mener avant que la production — notamment de gaz de schiste dans certaines régions — ne commence réellement. Le partenariat existe officiellement depuis mai 2024, avec un protocole d’accord pour explorer et éventuellement exploiter le potentiel des bassins d’Ahnet et de Gourara. Les négociations sont avancées mais pas encore bouclées sur tous les volets — techniques ou commerciaux — en cours. On s’attend à ce que certains contrats soient signés bientôt, mais la mise en œuvre (et donc la production) est encore à venir.

AVEC L’AMBITION DE FAIRE DE L’ALGÉRIE UN PÔLE EXPORTATEUR

Sonatrach accélère ses projets pétrochimiques

Par S R.

Sonatrach concrétise sa stratégie de développement dans la pétrochimie avec trois projets majeurs à Arzew et Skikda. Ces investissements, inscrits dans le programme du président de la République, visent à réduire les importations, renforcer la production nationale et positionner l’Algérie comme un acteur clé sur le marché international des produits pétrochimiques. Selon Président-directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, les investissements en cours dans le domaine de la pétrochimie traduisent la volonté de l’Algérie de passer du statut de pays importateur à celui d’exportateur de plusieurs produits stratégiques.

Dans une déclaration à la presse, en marge de sa visite d’inspection dans la zone industrielle d’Arzew, mardi soir à Oran, Hachichi a évoqué trois grands projets inscrits dans le cadre du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à réduire les importations, renforcer la production nationale et développer les exportations. Le premier projet concerne la réalisation d’une unité de production de méthyl tert-butyl éther (MTBE) à Arzew, un additif essentiel dans la fabrication de l’essence sans plomb. Selon M. Hachichi, l’état d’avancement du projet est estimé à 74 %. L’ensemble des travaux devraient être achevés avant la fin de l’année 2025, pour une mise en service durant le premier trimestre 2026. La capacité de

production atteindra 200.000 tonnes par an, ce qui permettra de couvrir entièrement les besoins du marché national et d’exporter le surplus. Il a souligné l’importance de respecter les délais et d’assurer la sécurité des opérations, dans ce type de projets stratégiques. Le deuxième projet porte sur la construction d’une nouvelle unité de production d’essence au niveau de la raffinerie d’Arzew. M. Hachichi a indiqué que le contrat de réalisation devrait être signé avant la fin du mois en cours, ajoutant que cette unité permettra de porter la capacité nationale de production à 4,9 millions de tonnes par an, assurant ainsi l’autosuffisance du marché national et l’exportation de l’excédent. Le troisième projet est dédié à la production de l’alkylbenzène

linéaire (LAB) à Skikda, une matière première utilisée dans la fabrication de détergents. Il a souligné que ce produit est actuellement importé à 100 %, mais que la mise en service de cette nouvelle unité permettra de répondre à la demande locale, encourager la création d’unités nationales de fabrication de détergents et ouvrir des perspectives à l’exportation. En conclusion, M. Hachichi a affirmé que ces projets structurants s’inscrivent pleinement dans la dynamique économique impulsée par le président de la République, visant à diversifier l’économie nationale, valoriser les ressources locales et renforcer la position de l’Algérie sur les marchés internationaux de la pétrochimie.

NAPEC 2025 À ORAN

L’ENIE présente des solutions numériques et énergétiques innovantes

Par R E.

L’Entreprise Nationale des Industries Electroniques (ENIE) de Sidi Bel-Abbes participe à la 13^e édition du Salon international "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conférences (NAPEC 2025)", qui se poursuit, mercredi à Oran, pour le 3^eme et dernier jour, une occasion pour l’entreprise de présenter des solutions numériques et énergétiques innovantes. Des cadres dirigeants de l’entreprise ont participé à cet événement économique, qui constitue l’un des rendez-vous professionnels les plus importants du continent, dans le cadre de leur démarche visant à élargir les réseaux de coopération et s’ouvrir à l’environnement industriel et économique, tout en promouvant leurs solutions innovantes dans les domaines de la numérisation et de l’énergie intelligente, a indiqué le Président-directeur général (PDG) de cette entreprise publique, Bouab Abdeslam. L’ENIE vise, à travers sa participation à cette édition du NAPEC, à présenter sa nouvelle stratégie visant à accompagner la transformation numérique et énergétique en Algérie, à travers une gamme de services et de solutions techniques, dont l’intégration électronique, les systèmes d’énergie solaire, la maintenance électronique, l’étalonnage et la normalisation, ainsi que les systèmes de sécurité et de protection intelligents, qui ont suscité l’intérêt de plusieurs opérateurs et visiteurs nationaux et étrangers, a indiqué le responsable, à l’APS. Il a également indiqué que l’entreprise "ENIE" cherche, à travers ce salon, à jouer un rôle clé dans la chaîne de valeur énergétique, notamment en soutenant des projets d’énergies renouvelables et des solutions numériques concomitantes, en adéquation avec les orientations de l’Algérie vers une économie diversifiée et basée sur l’innovation. Dans ce contexte, l’entreprise réaffirme à travers sa participation à ce salon, son engagement à renforcer les partenariats stratégiques avec divers acteurs locaux et internationaux, ainsi qu’à développer des projets de coopération efficaces contribuant à créer de la valeur ajoutée dans le domaine de la technologie industrielle et de l’énergie.

ORAN

25.000 hectares
consacrés à la
céréaliculture

La campagne labours se-
mailles pour la saison
agricole 2025-2026 à
Oran cible une superficie de
25.000 hectares dédiée aux
cultures céréalières, a-t-on ap-
pris, mardi, auprès de la direc-
tion locale des Services agri-
coles. La cheffe du service de
l'organisation de la production
et du soutien technique au-
près de cette direction, Kel-
thoum Sâada, a souligné que
l'objectif pour cette saison est
de cultiver 25.000 hectares de
céréales, toutes variétés
confondues, à travers la wi-
laya d'Oran. La priorité est ac-
cordée au blé dur, avec une
superficie dédiée de 5.000
hectares, dont 3.200 hectares
irrigués bénéficiant de sys-
tèmes d'irrigation modernes.
Ces superficies sont principa-
lement situées dans la cir-
conscription agricole d'Es-Se-
nia, a-t-elle précisé. Le reste
des terres sera réparti en
1.200 hectares de blé tendre,
18.300 hectares d'orge et 500
hectares d'avoine. Pour ga-
rantir le succès de la cam-
pagne, tous les moyens né-
cessaires ont été mobilisés, a
assuré la responsable. Ainsi,
un volume total de 38.201
quintaux de semences a été
mis à disposition, soit 21.792
quintaux de semences de blé
dur, 3.909 qx de blé tendre et
12.500 qx d'orge, en plus de
1.743 quintaux d'engrais de
fond et de couverture. Un gi-
chet unique a également été
mis en place, en juillet dernier,
au niveau de la Coopérative
des céréales et des légumes
secs (CCLS) d'Oran, a ajouté
Mme Sâada, qui a appelé les
agriculteurs à s'en rapprocher
pour déposer leurs dossiers
en vue de bénéficier du crédit
"R'fig".

BLIDA

Près de 200 bassins d'irrigation
concernés par le programme
d'aquaculture

La Direction des services agricoles (DSA) de Blida a recensé près de 200 bassins d'irrigation agricole concernés par le programme de développement de l'aquaculture, a-t-on appris, mardi, auprès de cette institution publique.

Cette opération s'inscrit dans le cadre
des préparatifs à la relance du pro-
gramme de l'aquaculture intégrée à
l'agriculture, a indiqué à l'APS, la cheffe du
service formation et vulgarisation agricole,
Nedjma Bouzid. Les bassins agricoles
identifiés répondent aux conditions tech-
niques nécessaires à l'élevage de poissons,
avec une capacité de 100 M3 ou plus, a-t-
elle ajouté. Ce programme, lancé initiale-
ment en 2015, avait été interrompu à plu-
sieurs reprises pour diverses raisons, no-
tamment durant la pandémie de Covid-19,
avant d'être relancé cette année à travers la
création d'une cellule technique de suivi de
l'élevage de tilapia, a-t-elle précisé, en ou-
tre. Cette cellule regroupe des représen-

tants de la DSA, de la Chambre d'agricul-
ture, de la Direction de la pêche et de
l'aquaculture de Tipasa, de la Chambre de
la pêche de Tipasa, du Centre national de
recherche et de développement de la pêche
et de l'aquaculture, ainsi que de l'Ecole de
formation technique de pêche et d'aqua-
culture de Cherchell. Ses missions portent
sur l'accompagnement des agriculteurs
lors de la phase d'ensemencement, prévue
en mars, puis lors de la récolte des pois-
sons, six mois plus tard, ainsi que sur leur
commercialisation. Un volet de formation
est également prévu, car il est jugé essen-
tiel à la réussite du projet. A cet effet, une session de formation sera
organisée en décembre prochain au profit

des agriculteurs intéressés, afin de les ini-
tier aux exigences écologiques et tech-
niques de l'aquaculture en milieu agricole.
Des campagnes de sensibilisation seront
également menées pour encourager da-
vantage de producteurs à investir ce cré-
neau. Pour rappel, la DSA de Blida a déjà mené
deux (2) expériences pilotes, en 2015, dans
des exploitations agricoles à Mouzaïa
(Ouest) et Boufarik (Nord), en ensemen-
çant du tilapia dans des bassins de 1.000
M3 chacun. Ces expériences avaient
donné des résultats probants, incitant plu-
sieurs agriculteurs à s'intéresser à ce type
d'élevage, selon Mme Bouzid.

BOUMERDÈS

Distribution de plus de 1700 logements à partir
du 1^{er} novembre prochain

Plus de 1700 logements, toutes
formules confondues, seront
distribués à travers la wilaya de
Boumerdès à l'occasion du 71e anni-
versaire du déclenchement de la Ré-
volution du 1er novembre 1954, a-t-
on appris, mardi, de la direction du
logement de la wilaya. Ce nombre
de logements prévus à la distribution
se repartit à raison de quelque 1500
unités dans la formule du Logement
public locatif (LPL), et plus de 170
unités dans celle du Logement
promotionnel aidé (LPA), en plus
d'aides destinées à l'habitat rural, a
indiqué le directeur du logement,

Mazen Sendakli, lors d'un point de
presse tenu en marge des portes ou-
vertes sur le logement, organisées à
l'occasion de la Journée mondiale et
arabe de l'habitat. Ce programme
profitera à toutes les communes de
la wilaya, avec un lancement pro-
gressif prévu dès le 1er novembre
prochain, a-t-il ajouté. Le responsa-
ble a souligné les efforts considéra-
bles consentis, ces dernières an-
nées, pour répondre à la demande
en logements, citant pour preuve le
taux d'occupation moyen dans la wi-
laya "désormais égal ou légèrement
supérieur au taux national, estimé à

4,3 personnes par logement".
Concernant le pôle d'excellence de
Sidi Helou à Boudouaou, qui comp-
tera près de 20.000 logements de
différentes formules, M. Sendakli a
ajouté que "la première phase du
projet est déjà en cours, notamment
à travers l'aménagement de son as-
siette d'implantation". La wilaya fait
toutefois face à un déficit en foncier
constructible, a-t-il noté, précisant
qu'une commission de wilaya avait
été récemment chargée d'identifier
les assiettes foncières destinées aux
futurs programmes de logements.
Par ailleurs, le directeur du logement

a assuré que tous les chalets préfa-
briqués installés au lendemain du
séisme de mai 2003 "seraient totale-
ment éradiqués d'ici la fin de l'année
en cours". A noter qu'une forte affluence est en-
registrée à ces portes ouvertes sur le
logement, organisées pour la 2e
journée consécutive à la maison de
la culture Rachid-Mimouni. Cette
manifestation vise à mettre en valeur
les efforts du secteur dans la réalisa-
tion des programmes d'habitat et à
présenter les projets en cours dans
la wilaya, ont indiqué les organisa-
teurs.

ANNABA

Lancement du 3^e Salon international de l'investissement
agricole et de la technologie

La 3ème édition du Salon interna-
tional de l'investissement agri-
cole et de la technologie (Agri
Tech Expo) a été lancée mardi à An-
naba, avec la participation de 120 ex-
posants d'Algérie et de l'étranger, dont
la Tunisie, en tant qu'invité d'honneur.
Supervisant l'ouverture officielle de la
manifestation, organisée à l'hôtel She-
raton et qui se poursuivra jusqu'à jeudi
prochain, le secrétaire général de la
wilaya, Abdelhakim Fekraoui, chargé
de la gestion des affaires de la wilaya
d'Annaba, a souligné que cet événe-
ment international "constitue un es-
pace important pour l'échange
d'expertises et le renforcement des
partenariats africains dans le domaine
agricole, en harmonie avec la stratégie
nationale visant à assurer la sécurité
alimentaire et à diversifier l'économie
nationale". De son côté, le consul de la Répu-
blique tunisienne à Annaba, Chokri

Essebri, a exprimé sa fierté de voir son
pays participer en tant qu'invité
d'honneur, estimant que cela reflète la
profondeur des relations historiques et
fraternelles entre l'Algérie et la Tunisie,
et illustre la volonté commune de ren-
forcer la coopération bilatérale et ré-
gionale dans le domaine agricole. Dans le même contexte, le président
du Centre algérien de prospective éco-
nomique, de développement de l'in-
vestissement et de l'entrepreneuriat,
Akram Zaidi, a mis l'accent sur l'im-
portance de cet événement pour sti-
muler l'esprit d'initiative et encourager
l'investissement agricole innovant,
précisant que la transition vers une
économie agricole intelligente, repo-
sant sur la technologie et la prospec-
tive, est désormais une nécessité pour
atteindre un développement durable. Il a ajouté que ce Centre accompagne
les mutations économiques à travers
l'accompagnement des jeunes investis-

seurs et les start-up, tout en fournis-
sant des études prospectives contri-
buant à orienter les investissements
vers les filières prometteuses et à ren-
forcer les opportunités de partenariat
au sein du continent africain. La commissaire du Salon international
de l'investissement agricole et de tech-
nologie, Houda Samira Djaâfri, a af-
firmé que cet événement international
constitue une plateforme importante
pour présenter les dernières innova-
tions dans les domaines de l'agricul-
ture intelligente, de la transformation
agricole et alimentaire, soulignant que
le choix du slogan "Vers une agricul-
ture technologique, perspectives d'ex-
portations", reflète la nouvelle
orientation adoptée par l'Algérie en fa-
veur du développement d'une agricul-
ture moderne basée sur la technologie,
la connaissance et le savoir, et encou-
rage l'ouverture sur les marchés afri-
cains et internationaux.

Le salon devrait attirer plus de 10.000
visiteurs, dont des professionnels, des
universitaires, des étudiants, ainsi que
des diplomates et des experts interna-
tionaux, ce qui va contribuer à renfor-
cer la dimension régionale et
internationale de cet événement, qui
sera ponctué par l'organisation d'ate-
liers techniques et de conférences
scientifiques encadrées par des experts
locaux et internationaux autour de
thématiques liées à l'agriculture straté-
gique, à l'agriculture saharienne, à la
transformation agricole et à l'écono-
mie circulaire, y compris le recyclage
des déchets agricoles, la production
d'énergies renouvelables, d'engrais et
d'aliments pour bétail. Des start-up ainsi que de 25 chambres
agricoles de wilayas relevant de la
Chambre nationale d'agriculture parti-
cipent également à cette édition, avec
la présence d'ambassadeurs et de
consuls de plusieurs pays africains

Une bonne stratégie et de la chance ont aidé les pays émergents à mieux résister aux chocs

Les pays émergents ont remarquablement bien résisté ces dernières années, même après des périodes de turbulences financières mondiales. Si des conditions extérieures favorables (autrement dit, de la chance) ont souvent aidé, il est évident qu’il est important de suivre une bonne stratégie.

Par Marijn Bolhuis, Arindam Roy , Patrick Schneider, Zhao Zheng

Souvent, les pays émergents ont particulièrement souffert des épisodes d’aversion pour le risque, durant lesquels les investisseurs mondiaux ont vendu systématiquement leurs actifs les plus risqués. Ces épisodes ont provoqué des sorties massives de capitaux et un durcissement des conditions financières, qui ont fait plonger les monnaies et bondir l’inflation. Ce tableau a considérablement changé depuis peu. De nombreux pays émergents ont surmonté les revirements de l’appétence mondiale pour le risque mieux que par le passé. Ils ont connu moins de sorties de capitaux, ont davantage maîtrisé le coût des emprunts, leur croissance a été plus constante et l’inflation plus faible. L’amélioration des cadres d’action — une politique monétaire crédible, des banques centrales plus indépendantes et une politique budgétaire plus transparente — a joué un rôle important, comme nous le montrons dans un chapitre de la dernière édition des Perspectives de l’économie mondiale. Notre analyse compare des épisodes d’aversion pour le risque représentatifs avant et après la crise financière mondiale, et conclut qu’une amélioration des cadres d’action a contribué à réduire les pertes de production et à faire baisser l’inflation. Elle en outre renforcé la confiance des investisseurs. Les marchés obligataires en monnaie locale se sont développés dans de nombreux pays émergents, ce qui a contribué à accroître la résilience financière et aidé à réduire non seulement l’asymétrie des monnaies, mais aussi le risque de sorties soudaines de capitaux. Des risques persistent pourtant : les conditions extérieures peuvent se dégrader rapidement, les chocs mondiaux récents ont érodé l’espace budgétaire, la flambée d’inflation qui a suivi la pandémie a fait monter les anticipations inflationnistes et des pressions politiques pourraient ébranler une crédibilité péniblement obtenue.

De plus, la présence de règles budgétaire n’a pas empêché l’accumulation de dettes dans de nombreux pays émergents, en grande partie à cause d’un respect limité de ces règles. Résultat : la structure des dettes et les vulnérabilités face aux chocs mondiaux peuvent différer selon les pays, comme nous le montrons dans le dernier Rapport sur la stabilité financière dans le monde.

Amélioration des cadres

Notre analyse montre que la mise en œuvre de la politique monétaire s’est améliorée et que la crédibilité des banques centrales s’est renforcée. Autrefois, de nombreux pays émergents hésitaient à laisser leur taux de change fluctuer librement. Mais depuis que les anticipations d’inflation sont mieux ancrées et que la réglementation macroprudentielle est plus stricte, les pays laissent de plus en plus leur taux de change amortir les chocs, et les banques centrales pourraient se recentrer sur la stabilisation de l’activité économique. Dans le même temps, les banques centrales ont renforcé leur indépendance, à la fois vis-à-vis de la domination de la politique budgétaire (lorsque la politique monétaire devait répondre aux besoins budgétaires) et vis-à-vis de la politique monétaire des États-Unis qui déterminait les conditions des emprunts intérieurs. Ceci signifie que les pays peuvent désormais moins recourir à des interventions coûteuses sur le marché des changes. Les pays émergents ont également sensiblement amélioré leurs cadres budgétaires, ce qui a permis aux autorités de réagir plus efficacement à une demande insuffisante. Ceci a aidé à stabiliser les économies durant les ralentissements mondiaux, et à réagir plus vigoureusement dès qu’une hausse de la dette et des taux d’intérêt présentait un risque. Si l’on compare les épisodes d’aversion pour le risque avant et après la crise financière mondiale, on constate que la production économique était plus élevée de 1 point de pourcentage qu’elle ne l’aurait été autrement, l’amélioration des cadres expliquant légèrement plus de 0,5 point de pourcentage, et les conditions extérieures favorables le reste.

L’inflation était inférieure de 0,6 point de pourcentage grâce aux politiques plus efficaces.

Résilience financière et risques

Dans ce cas également, le renforcement des politiques économiques a été utile. Les grands marchés émergents dotés de cadres d’action solides et dont l’épargne intérieure augmente ont pu faire davantage appel à l’émission de dette en monnaie nationale et à la forte demande des investisseurs nationaux, en particulier les institutions financières non bancaires. C’est pourquoi la part de la dette émise en monnaie locale et détenue par des investisseurs étrangers a chuté pour atteindre des niveaux jamais atteints depuis plusieurs années dans de nombreux pays. Une plus grande partie de la dette en monnaie locale étant détenue par des investisseurs nationaux, la dette des pays émergents est moins sensible aux chocs mondiaux, selon une nouvelle analyse du Rapport sur la stabilité financière dans le monde. Pour cette même raison, le rendement des obligations augmente moins que dans un scénario d’aversion pour le risque. L’effet stabilisateur des investisseurs nationaux sur le rendement des obligations semble s’appliquer particulièrement aux banques. Notre analyse montre qu’un épisode d’aversion pour le risque est associé à une hausse de 19 points de base des écarts de rendement en monnaie locale, mais qu’une hausse d’un écart-type de la détention de la dette par des banques nationales atténue cet effet et le ramène à 11 points de base. Il peut être également utile, dans certaines circonstances, que davantage de dette soit détenue par des institutions financières non bancaires nationales. Mais la stabilité et la résilience financières n’ont pas été partagées également. Les petits pays émergents et les pays préémergents ont dû faire appel à des sources de financement plus coûteuses et moins stables, par exemple une dette intérieure à court terme et des émissions internationales d’obligations en dollar des États-Unis. Des efforts visant à développer davantage les marchés obligataires

en monnaie locale dans un éventail plus vaste de pays contribueraient à renforcer la résilience. En outre, une part accrue de la dette détenue par des investisseurs nationaux n’est pas sans risque. Dans les pays où l’épargne est faible, la base d’investisseurs étroite et l’infrastructure du marché financier médiocre, une détention excessive de dette souveraine peut provoquer des problèmes. Ainsi, si les banques détiennent un volume important de dette souveraine, cela peut réduire leur capacité à prêter au secteur privé, ce qui freine alors la croissance économique. En outre, les faillites souveraines peuvent causer de grosses pertes au secteur bancaire, et aboutir à des sauvetages de banques onéreux et difficiles.

Un engagement constant

Même si les exemples récents ont été encourageants, les marchés émergents continueront d’être mis à l’épreuve car l’incertitude demeure élevée. Les progrès ont été inégaux dans les différents pays, et dans certains, l’espace budgétaire est tendu. Les pays doivent en priorité s’employer à améliorer la mise en œuvre et la crédibilité de leurs cadres d’action, préserver l’indépendance de leur banque centrale et rétablir leur capacité de dépense pour en disposer en cas de besoin (par exemple lors d’un ralentissement de l’économie). Les activités du FMI de développement des capacités peuvent également favoriser le développement des marchés obligataires en monnaie locale. S’ils poursuivent les réformes et consolident leur assise, les pays émergents peuvent transformer une résilience péniblement obtenue en une stabilité durable. Ce billet est basé sur le chapitre 2 des Perspectives de l’économie mondiale d’octobre 2025 « Résilience des pays émergents : chance ou stratégie ? » et sur le chapitre 3 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde « Chocs mondiaux, marchés nationaux : l’évolution du paysage de la dette souveraine des pays émergents ». Source : FMI, publié le 03/10/2025

PORTS À CONTENEURS

Des performances contrastées à travers le monde sur fond de chocs persistants

Par Margot Ruault

Selon un nouveau rapport publié aujourd’hui, les performances portuaires à travers le monde se sont détériorées entre 2020 et 2024 en raison de la crise en mer Rouge, des perturbations dans le canal de Panama et des chocs liés à la pandémie de COVID-19. On observe cependant des disparités de gains d’efficacité selon les régions et les niveaux de revenu. Le rapport sur l’indice de performance des ports à conteneurs (CPPI) révèle que les ports d’Asie de l’Est se sont renforcés en 2024 et se situent en tête du nouveau classement mondial. Ceux d’Asie du Sud ont également connu une reprise remarquable au cours de l’année écoulée, tandis que les ports d’Amérique du Nord et d’Europe ont fait preuve de résilience, avec des notes proches de celles obtenues en 2023. Les plus grands ports du monde situés dans des pays à revenu élevé ne sont pas les seuls à afficher des améliorations. Plusieurs ports de

pays en développement ont ainsi vu leurs notes et classements progresser entre 2020 et 2024, dont notamment Dakar (Sénégal), Jawaharlal Nehru (Inde), Mersin (Turquie), Port-Saïd (Égypte) et Posorja (Équateur). Le rapport attribue ces améliorations à un engagement politique fort, aux partenariats noués avec des opérateurs de terminaux mondiaux, à la simplification des procédures commerciales et, dans certains cas, à des investissements ciblés de la part des institutions financières. « Malgré un contexte marqué par des chocs multiples, les ports des pays en développement trouvent des solutions pour s’adapter, s’améliorer et valoriser pleinement leur potentiel, souligne Nicolas Peltier-Thiberge, directeur mondial pour les transports à la Banque mondiale. Ce constat nous rappelle qu’avec des améliorations dans la planification, la technologie et la coopération tout au long de la chaîne logistique, les ports peuvent accroître sensiblement leur efficacité. » Le rapport CPPI est une publication an-

nuelle, fruit de la collaboration du Groupe de la Banque mondiale et S&P Global Market Intelligence. Cette cinquième édition met en lumière les tendances de l’efficacité des infrastructures portuaires entre 2020 et 2024. L’indice CPPI 2025 offre une analyse comparative complète de 403 ports à conteneurs dans le monde, qui repose sur un solide ensemble de données rendant compte de plus de 175 000 escales de navires et 247 millions de mouvements de conteneurs. Le rapport met l’accent sur le temps total passé au port, considéré comme un indicateur clé de l’efficacité des opérations, ce qui est essentiel pour évaluer la résilience et la fiabilité du commerce mondial. La nouvelle édition du rapport CPPI propose pour la première fois une analyse des tendances sur plusieurs années, qui permet de mieux comprendre l’évolution de chaque port depuis 2020. Cette innovation fournit des informations précieuses pour évaluer dans quelle mesure le niveau de performance des ports s’est amélioré, détérioré ou est resté stable.

Le rapport souligne que le fonctionnement ininterrompu des grues (24 heures sur 24 et 7 jours sur 7) et leur utilisation optimale, ainsi que la mise en place de plateformes numériques intégrant les autorités douanières et les partenaires logistiques peuvent générer des gains tangibles sur le plan de la compétitivité et de la résilience. « Le CPPI sert d’outil de diagnostic en permettant aux parties prenantes d’identifier des inefficacités structurelles et de développer des stratégies pour améliorer les opérations portuaires, déclare Turloch Mooney, responsable de l’information et de l’analyse portuaires chez S&P Global Market Intelligence. Et, face à la complexité croissante de l’environnement mondial du transport maritime, il est essentiel de comprendre et d’améliorer les performances portuaires pour la croissance économique et la compétitivité. » Source : Banque mondiale

ÉGYPTE

Le projet solaire de Dendera vise à décarboner la production d'aluminium

Le secteur industriel égyptien fait un nouveau pas vers la décarbonation avec le projet solaire Dendera, visant à alimenter en énergie propre le complexe EgyptAlum, premier producteur d'aluminium du pays et grand exportateur vers l'Europe. Le ministre égyptien du Secteur des affaires publiques, Mohamed Chimi, et celui de la Planification, Rania Al-Mashat, ont présidé le lundi 6 octobre à la signature de lettres d'intention pour le financement du projet solaire Dendera, prévu pour alimenter en électricité verte le complexe industriel EgyptAlum à Nag Hammadi, dans le gouvernorat de Qena. Le projet d'une capacité de 1,1 GW solaire sera développé et exploité par Scatec ASA, groupe norvégien spécialisé dans les énergies renouvelables, via sa filiale égyptienne. Reposant sur un contrat d'achat d'électricité (PPA) de 25 ans, il permettra de réduire d'environ 30% les émissions de gaz à effet de serre liées à la production d'aluminium. Les lettres d'intention ont été signées avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque européenne d'investissement (BEI), en présence de l'ambassadeur de Norvège en Égypte. Ces institutions examineront la structuration du financement dans les mois à venir. Le projet rejoint la plateforme nationale NWFE (Nexus of Water, Food and Energy) qui vise à apporter 10 GW de capacités renouvelables d'ici 2028 et à soutenir la décarbonation industrielle du pays. EgyptAlum, qui exporte plus de la moitié de sa production, dont la majorité vers l'Union européenne, anticipe ainsi les exigences du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM).

MARCHÉS DES ÉMIRATS ARABES UNIS EN 2025

La dynamique au cœur du hub financier de Dubaï

Le Centre financier international de Dubaï (DIFC) dépasse désormais le cadre d'un centre financier traditionnel et devient un écosystème d'innovation et de croissance.

L'économie des Émirats arabes unis (EAU) bénéficie de vents favorables tout en faisant face à certaines zones de turbulence. La Banque centrale des EAU (CBUAE) prévoit une croissance du PIB réel de 4,4% en 2025 et de 5,4% en 2026, avec une progression du PIB hors hydrocarbures d'environ 4,5% sur les deux années. L'activité dans le secteur des hydrocarbures devrait s'intensifier, avec une croissance de 4,1% en 2025 et une accélération attendue en 2026. La CBUAE a révisé sa prévision d'inflation pour 2025 à environ 1,9%, avec une perspective similaire pour 2026. Bien que l'inflation globale reste modérée, les secteurs du logement, des services publics et autres domaines non négociables méritent une attention particulière. Les risques externes tels que la volatilité des prix du pétrole, les tendances mondiales des taux d'intérêt et l'instabilité géopolitique peuvent influencer les performances économiques. L'ancrage du dirham au dollar américain assure une stabilité monétaire, mais les coûts d'importation, les pressions sur le transport maritime et le climat commercial mondial ajoutent des risques spécifiques à certains secteurs.

Le centre financier international de Dubaï: Du rôle de gardien à moteur de croissance

Le Centre financier international de Dubaï (DIFC) dépasse désormais le cadre d'un centre financier traditionnel et devient un écosystème d'innovation et de croissance. Les autorisations pour les fintechs et les services financiers numériques se multiplient. Les family offices et les gestionnaires d'actifs arrivent avec des attentes en matière d'investissements thématiques, de critères ESG renforcés, de modèles technologiques et de clarté réglementaire. Dubaï allie une base solide de services financiers à une volonté affirmée de se positionner sur les secteurs de nouvelle génération. Cela offre un avantage aux premiers entrants dans les segments émergents, mais soulève aussi des défis en matière de régulation, de valorisation et de capacité, notamment en ce qui concerne les talents, la conformité et la gouvernance.

Dynamiques et tendances

Les investissements privés dans les plateformes numériques et les fintechs continuent de croître, avec des opérations plus importantes et plus structurées. Les marchés de la dette et des sukuk (instruments conformes à la charia) arrivent à maturité, portés par l'augmentation des émissions souveraines et quasi-souveraines. Les sukuk à moyen terme (trois à sept ans) suscitent un intérêt croissant en raison de leur potentiel de rendement, surtout dans un contexte où les taux mondiaux pourraient ne baisser que progressivement. Avec l'intégration de la durabilité, les entreprises régionales sont soumises à une pression accrue pour publier des informations crédibles sur le climat et l'environnement, favorisant l'essor des obligations vertes et des projets de sukuk durables. La dynamique sectorielle évolue également: la logistique, les énergies propres, l'intelligence artificielle et l'automatisation, la santé numérique et les technologies de la chaîne d'approvisionnement deviennent des axes de croissance à long terme. Ces secteurs nécessitent des délais de mise en œuvre plus longs, une régulation plus stricte et comportent des risques d'exécution souvent sous-estimés.

TUNISIE

Cap sur l'Asie et l'Amérique du Sud pour booster l'exportation d'huile d'olive

La Tunisie est le 3ème exportateur mondial d'huile d'olive derrière l'Espagne et l'Italie. Alors que des perspectives de production et d'exportation record sont attendues pour la campagne 2025/2026, le gouvernement encourage un élargissement des débouchés sur le marché international. De nombreux pays en Asie et en Amérique du Sud ont exprimé leur volonté d'importer l'huile d'olive tunisienne. C'est ce qu'a déclaré le président Kaïs Saïed lors d'une rencontre qui s'est tenue le 6 octobre dernier avec Ezzeddine Ben Cheikh, ministre de l'Agriculture, en marge des

préparatifs de la campagne de commercialisation 2025/2026. Selon les informations relayées par le quotidien La Presse de Tunisie, il s'agit d'un appel à diversifier les exportations de la filière oléicole en dehors de ses marchés traditionnels, notamment l'Union européenne et les USA, d'autant plus que les perspectives de production locale d'huile d'olive sont prometteuses. D'après les observateurs, la production d'huile d'olive en Tunisie devrait atteindre 500 000 tonnes cette année. Cette prévision, si elle est confirmée, signerait une hausse de 47 % par rapport à la

campagne précédente (340 000 tonnes) et un nouveau record pour la filière. Parallèlement, le volume consacré à l'exportation devrait croître davantage d'une année sur l'autre. L'enjeu de diversifier les débouchés est aussi de réduire la dépendance et les impacts de la perte de compétitivité attendue sur le marché des USA où, depuis août 2025, Washington impose des taxes supplémentaires de 25 % sur les importations depuis la Tunisie. Si, pour l'heure, les pays ciblés en Asie et en Amérique du Sud dans le cadre de la diversification des exportations n'ont pas encore été claire-

ment identifiés, il faut noter qu'il existe une grande marge de progression pour les exportateurs dans ces deux régions. En 2024, la filière tunisienne a par exemple exporté seulement vers six pays d'Asie et d'Amérique du Sud, soit l'Arabie saoudite, Oman, le Vietnam, l'Inde, le Japon, et l'Argentine, selon les données compilées sur la plateforme Trade Map. Le flux des exportations révèle que ces six pays ne représentaient que 1,4 % des 1,68 milliard \$ de recettes d'exportations engrangées par la filière tunisienne sur l'ensemble de l'année.

MAURITANIE

Les établissements scolaires sont prêts à accueillir les élèves

Le directeur de l'enseignement secondaire, M. Mohamedou Ould Abderrahmane, a déclaré que les établissements scolaires sont prêts à accueillir les élèves dès le premier jour de la rentrée, ce qui permettra un démarrage normal des cours et la présentation des leçons dès le premier jour de l'ouverture. Il a ajouté, dans une déclaration au correspondant de l'Agence Mauritanienne d'Information, que l'infrastructure

éducative a connu une amélioration quantitative et qualitative, ce qui a permis de répondre aux besoins croissants des élèves, suite à l'augmentation enregistrée année après année du nombre d'élèves passant à l'enseignement secondaire. Il a souligné que le ministère a réussi, grâce à la construction d'établissements éducatifs et aux recrutements accrus d'enseignants, à surmonter les défis qui se posaient auparavant en rai-

son du manque d'infrastructures et de personnel éducatif. Il a déclaré que l'année scolaire, qui débutera au début de la semaine prochaine, a été marquée par l'organisation de vastes campagnes de mobilisation des tuteurs d'élèves pour inscrire leurs enfants dans les établissements jours avant la rentrée, pour nettoyer les écoles, préparer le personnel enseignant et encadrant, et achever leur répartition avant la date de la rentrée.

Le directeur de l'enseignement secondaire a rappelé les efforts déployés par le gouvernement, visant à réformer le système éducatif pour répondre aux exigences de l'époque, soulignant que cette réforme a été incarnée par le secteur de l'éducation et la réforme du système éducatif à travers la mise en œuvre de nombreux programmes liés au développement de l'éducation, à l'amélioration de sa qualité et à l'élévation de son niveau.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La BM relève ses prévisions de croissance pour 2025 à 3,8%

L'amélioration des perspectives de croissance découle essentiellement du reflux de l'inflation, qui soutient la reprise de la consommation privée et de l'investissement. La région reste cependant exposée à des risques baissiers liés au protectionnisme commercial de l'administration américaine, au resserrement de l'offre de financement extérieur et au niveau élevé de surendettement.

La Banque mondiale a annoncé, ce mardi 7 octobre 2025, une révision à la hausse de ses prévisions de croissance économique pour l'Afrique subsaharienne en 2025, à 3,8% contre une précédente prévision de 3,5% datant d'avril dernier. Ce, malgré la persistance des incertitudes économiques mondiales, les tensions commerciales internationales et les coûts d'emprunt élevés. Dans son rapport « Africa's Pulse », l'institution précise que la croissance devrait continuer à s'accélérer pour atteindre une moyenne annuelle de 4,4 % durant les exercices 2025 et 2026, soit un taux supérieur à la prévision de 4,3 % annoncée en avril. Les perspectives de croissance pour 2025 ont été relevées pour 30 économies sur les 47 que compte la région, y compris des économies majeures telles que l'Éthiopie (+0,7 point), le Nigeria (+0,6 point) et la Côte d'Ivoire (+0,5 point), qui enregistrent des améliorations significatives. En revanche, les prévisions ont été revues à la baisse pour l'Angola, le Botswana, le Mozambique, le Sénégal et la Zambie. La hausse attendue de la croissance à l'échelle régionale cette année repose en grande partie sur l'amélioration des termes de l'échange dans plusieurs pays, favorisant la stabilisation, voire l'appréciation des monnaies locales. La décrue de l'inflation dans de nombreux États a permis un assouplissement progressif de la politique monétaire, renforçant le pouvoir d'achat des ménages et ouvrant la voie à de nouvelles baisses des

taux d'intérêt. Ces conditions soutiennent la reprise de la consommation privée et de l'investissement, même si les efforts d'assainissement budgétaire en cours pourraient continuer à freiner l'activité et à ralentir le rythme de la reprise dans certaines économies. Après avoir culminé à 9,3 % en 2022, le taux d'inflation médian en Afrique subsaharienne est descendu à 4,5 % en 2024 et devrait se stabiliser entre 3,9 % et 4 % par an sur la période 2025-2026. Le nombre de pays affichant une inflation à un seul chiffre est passé de 27 en 2022 à 37 en 2025-2026. Au total, près de 60 % des pays de la région ont enregistré un ralentissement de l'inflation cette année comparativement à l'année précédente. Toutefois, neuf pays (l'Angola, l'Éthiopie, le Ghana, le Malawi, le Nigeria, São Tomé-et-Principe, le Soudan, la Zambie et le Zimbabwe) devraient encore connaître des taux d'inflation à deux chiffres.

Une dynamique insuffisante pour réduire sensiblement la pauvreté

Le reflux ou la stabilisation de l'inflation s'explique en partie par des prix plus favorables des matières premières et une moindre volatilité des taux de change. En août 2025, l'indice des prix des denrées alimentaires de la Banque mondiale avait reculé de 4 % en glissement annuel, tandis que le prix du pétrole brut Brent avait chuté de 16 %. Parallèlement, les principales devises régionales se sont appréciées ou sont res-

tées stables par rapport aux devises fortes, portées par des conditions financières plus souples. A titre d'exemple, le cedi ghanéen s'est apprécié de 20% par rapport au dollar américain au cours des huit premiers mois de 2025, tandis que le kwacha zambien a gagné 16% face au billet vert depuis le début de l'année. Ces évolutions ont permis une diminution des prix intérieurs des carburants et des produits alimentaires dans la plupart des pays. Le rapport note en outre, que l'Afrique subsaharienne semble bien placée pour absorber l'impact de la hausse des droits de douane des États-Unis, compte tenu de son exposition commerciale relativement faible à ce pays et de la réorientation de ses échanges vers d'autres marchés. La conjoncture économique régionale reste toutefois exposée à des risques liés aux incertitudes découlant des politiques commerciales du président américain Donald Trump, à l'appétit modéré des investisseurs internationaux et à un resserrement de l'offre de financement extérieur et au niveau élevé de surendettement dans plusieurs pays qui accroît leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. Le nombre de pays en situation de surendettement ou exposés à un risque élevé a presque triplé, passant de 8 en 2014 à 23 en 2025, en raison notamment de l'héritage des emprunts contractés durant les crises, de la faiblesse persistante des recettes publiques et du recours accru à des financements non concessionnels hors des circuits multilatéraux traditionnels.

NIGERIA

Le pays négocie un prêt de 2 milliards \$ avec la Chine pour moderniser son réseau électrique

Avec son projet de super réseau électrique, le gouvernement fédéral veut réduire un déficit énergétique record qui coûte chaque année environ 25 milliards de dollars à l'économie. Le Nigeria discute avec la Banque d'import-export de Chine (China Eximbank) d'un prêt de 2 milliards de dollars pour la construction d'un « super réseau » électrique. C'est ce qu'a annoncé, lundi 6 octobre, le ministre de l'Énergie, Adebayo Adelabu. L'investissement vise à corriger un déséquilibre énergétique qui freine depuis des années la croissance économique et l'activité industrielle du pays. Déjà validé par le gouvernement, le projet s'inscrit dans la volonté d'assurer une alimentation stable en électricité, condition essentielle à la relance de la

production manufacturière. Le futur réseau reliera les régions orientale et occidentale, cœur industriel du pays, où se concentrent les grands groupes nigériens. Parmi eux, Dangote Industries illustre le paradoxe du système actuel. Le groupe, dont les cimenteries comptent parmi les plus gros consommateurs d'énergie du pays, dispose d'une capacité électrique propre estimée à plus de 1500 MW. Comme lui, plus de 200 entreprises et institutions produisent aujourd'hui leur propre électricité, à travers des centrales thermiques ou solaires. Ces installations dites captives totalisent déjà plus de 6500 MW, un volume supérieur à la production effective du réseau national, évaluée entre 4500 et 5000 MW. Cette tendance à l'autoproduction, de-

venue quasi systématique, traduit la perte de confiance du secteur privé face à un système défaillant. Le nouveau « super réseau » ambitionne d'inverser cette dynamique en fournissant une électricité plus fiable et compétitive pour encourager les industriels à se reconnecter au réseau fédéral. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), 86 millions de Nigériens n'avaient toujours pas accès à l'électricité en 2022, faisant du pays celui qui affiche le plus grand déficit d'accès à l'énergie au monde. Avec une capacité installée d'environ 13 GW, dont seule une fraction atteint les consommateurs, le Nigeria reste loin des standards régionaux. À titre de comparaison, l'Afrique du Sud, quatre fois moins peuplée, exploite près de 70 GW.

SÉNÉGAL

Dakar se dote d'un plan décennal pour renforcer sa production locale de semences

Au Sénégal, le secteur agricole contribue à hauteur de 15 % au PIB. Dans le cadre de sa politique de souveraineté alimentaire, le gouvernement veut développer la production locale de semences certifiées en vue d'en faciliter l'utilisation, qui reste encore marginale dans des filières stratégiques. Au Sénégal, la stratégie nationale de souveraineté semencière a été élaborée par les acteurs du secteur au terme d'un atelier qui s'est tenu du 3 au 5 octobre dernier sous la direction du ministère de l'Agriculture à Saly Portudal. Cette nouvelle feuille de route sera mise en œuvre sur une période de dix ans, de 2025 à 2034. Selon les informations relayées par le quotidien local le Soleil, elle s'articulera autour de quatre axes d'intervention majeurs, à savoir le renforcement de la gouvernance et de la coordination du système semencier national, l'amélioration de la disponibilité, de la qualité et de la traçabilité des semences certifiées, la stimulation de l'investissement privé et étranger dans la production et la distribution, ainsi que la modernisation des outils de certification et de suivi par la digitalisation. Cette démarche est à inscrire dans un contexte où le recours aux semences certifiées est encore limité au sein de l'appareil productif. D'après les données officielles, le taux d'utilisation est par exemple évalué à 6 % pour la céréaliculture et à environ 15 % pour la culture arachidière. Si le coût d'investissement n'a pas été révélé, certaines actions jugées prioritaires sont déjà prévues durant la campagne agricole 2025/2026, notamment une campagne nationale de sensibilisation à l'utilisation des semences certifiées, la constitution d'un stock tampon de semences de base et de semences certifiées R1 pour les principales spéculations ou cultures d'intérêt national. Il est également prévu la mise en place d'un fonds d'appui au secteur semencier, ou encore la création de pôles régionaux de production et de distribution dans le pays. Autant d'initiatives qui devraient contribuer à stimuler la production locale et à en faciliter l'accès aux agriculteurs. « L'objectif est de faire du Sénégal un pays producteur, exportateur et régulateur de ses propres semences certifiées », a déclaré Mabouba Diagne, ministre de l'Agriculture.

POINT-MARCHÉS

L'Europe sur de faibles variations, l'or à un niveau record

Les principales Bourses européennes sont sur de faibles variations mercredi dans une séance sans direction claire alors que les investisseurs continuent de surveiller l'évolution de la situation en France, tandis que l'or, actif refuge, a dépassé les 4.000 dollars l'once.

À Paris, le CAC 40 prend 0,20% à 7.992,75 points vers 07h20 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,32% et à Francfort, le Dax perd 0,03%. L'indice EuroStoxx 50 reflue de 0,04%, tandis que le FTSEurofirst 300 progresse de 0,16%. Le Stoxx 600 gagne 0,21%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une quasi stabilité pour le Dow Jones, le Standard & Poor's 500 et le Nasdaq au lendemain d'une séance dans le rouge marquée par des inquiétudes sur l'emploi aux Etats-Unis. Outre-Atlantique, les investisseurs attendent le compte rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine, prévu à 18h00 GMT, tandis que le "shutdown" de l'administration fédérale est entré dans sa deuxième semaine sans aucune solution imminente en vue. Dans ce contexte, l'or a touché un niveau record à 4.021,22 dollars l'once, profitant de l'appétit des investisseurs pour les actifs jugés sûrs face à l'incertitude économique et géopolitique accrue et des attentes de nouvelles réductions des taux d'intérêt par la Fed. Goldman Sachs a relevé lundi sa prévision sur l'or, estimant que le métal jaune pourrait atteindre 4.900 dollars l'once d'ici décembre 2026.



En France, la situation reste préoccupante alors qu'une suspension de la réforme des retraites est désormais envisagée et que le Premier ministre démissionnaire Sébastien Lecornu est au dernier jour de ses consultations. Une déclaration de Sébastien Lecornu est attendu à 09h30. Sur le marché obligataire, le rendement de l'OAT française à dix ans recule de près de trois points de base, à 3,54%, mais l'écart de rendement entre le Bund allemand et l'OAT à dix ans reste proche des 85 points de base. Aux valeurs, Renault recule de plus de 1% malgré la confirmation par Ampère,

sa filiale de véhicules électriques et logiciels de ses objectifs de réduction de coûts. Le secteur automobile en Europe fléchit de 1,52% alors que BMW chute de 5,26%, le constructeur automobile allemand ayant abaissé mardi sa prévision de bénéfice pour cette année en raison de la faible croissance en Chine et des droits de douane américains. Le secteur des semi-conducteurs en Europe (-0,86%) souffre également après que des élus américains ont appelé à une interdiction plus large des ventes d'équipements de fabrication de puces à la Chine: ASML, ASM International et BESI sont dans le rouge.

MARCHÉS EN ASIE

L'or franchi les 4.000 dollars l'once, les bourses incertaines

L'or a franchi mercredi la barre inédite des 4.000 dollars l'once, dans un marché hanté par les incertitudes et sur fond de paralysie budgétaire aux Etats-Unis, tandis que la devise japonaise continue son plongeon et que les places boursières restent incertaines. L'or a dépassé mercredi pour la première fois les 4.000 dollars l'once, seuil improbable il y a encore un an, propulsé par les tensions géopolitiques. Le métal précieux a atteint 4.011,71 dollars vers 03H00 GMT. L'or profite à plein de son statut de valeur refuge face aux incertitudes, notent des experts. A la Bourse de Tokyo vers 02H30 GMT, l'in-

dice vedette Nikkei était à l'équilibre (+0,03%) à 47.965 points, et l'indice élargi Topix résistait (+0,6%) à 3.249 points. Les Bourses de Séoul et de Chine continentale restent fermées en raison de congés nationaux. Taipei perdait 0,84%, Sydney 0,10% et l'indice hongkongais Hang Seng 0,80%. Le marché pétrolier semble toujours rassuré par la modération relative de l'Opep+, dont la hausse de production récemment annoncée s'avère moins forte qu'attendu. Vers 02H45 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord prenait 0,79% à 65,97 dollars, et celui de WTI nord-américain 0,87% à 62,27 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 07 Octobre 2025 Valeur : 09 Octobre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.7864	129.8014
1	EUR	EURO		151.5386	151.5821
1	GBP	POUND STERLING		174.3972	174.5112
100	JPY	JAPANESE YEN		86.1910	86.2067
1	CNY	CHINESE YUAN		18.2282	18.2331
1	CHF	SWISS FRANC		162.7416	162.8625
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.9769	93.0076
1	DKK	DANISH KRONE		20.2997	20.3037
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8201	13.8238
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0450	13.0486
1	AED	UAE DIRHAM		35.3343	35.3480
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6014	34.6072
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.7231	423.9105
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2027	44.6470
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1921	14.1937
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9009	24.0235
1	MRU	MAURITANIAN OUGUYA		3.2504	3.2605
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.2951	177.2951

BOURSE ZURICH

Un SMI en forme dans ses premiers échanges

La Bourse suisse a ouvert en hausse mercredi, à l'inverse de sa clôture la veille et de celle de Wall Street. La crise politique française ayant pesé sur l'appétit des investisseurs en début de semaine, ils optaient pour la prudence. Au menu du jour, les Minutes de la Réserve fédérale américaine (Fed) et un nouveau discours de la présidente de la Banque centrale européenne (BCE). Les marchés européens ont ouvert positivement contrairement aux prévisions. Paris avançait de

0,11%, Londres de 0,31% et Francfort se stabilisait à -0,01%. Mardi, à la Bourse de New York, le Dow Jones a reculé de 0,20%, l'indice Nasdaq de 0,67% et l'indice élargi S&P 500 a perdu 0,38%. "Les incertitudes demeurent à la fois politiques, avec la question de la durée du 'shutdown' américain (et du chaos politique en France), et monétaires, la Fed pouvant difficilement ajuster sa politique de taux en l'absence de nouvelles données économiques officielles", expliquait John Plassard de la

banque privée genevoise Cité Gestion. Vers 09h10, le Swiss Market Index (SMI) s'enrobait de 0,38% à 12'557,32 points, le Swiss Leader Index (SLI) progressait de 0,21% à 2037,36 points et le Swiss Performance Index (SPI) de 0,26% à 17'308,24 points. Les trente valeurs vedettes optaient d'avantage pour le vert, seules six se positionnant en rouge. En tête, ABB prenait 1,2%. Le géant zurichois de l'électrotechnique a signé un accord pour la vente de sa division Robotique

au japonais SoftBank Group pour 5,38 milliards de dollars. La clôture de la transaction est prévue entre le milieu et la fin de l'année 2026. Le géant bancaire UBS suivait (+0,6%) après l'annonce d'un remboursement d'obligations senior non garanties et de l'instrument additionnel de niveau 1 (AT1). Pour les trois poids lourds, Nestlé augmentait de 0,1%, Novartis de 0,2% et le bon Roche de 0,3%. Givaudan (-0,03%) a annoncé

investir 187 millions de francs suisses dans la construction d'une nouvelle usine de production près de Cincinnati, dans l'Ohio, aux Etats-Unis. Le géant verniolan des arômes et parfums entend renforcer sa présence dans la région nord-américaine. Sur le marché élargi, Valiant (+0,3%) profitait de la couverture par Octavian. Par contre, le boulanger industriel Aryzta souffrait de l'annonce du départ de son patron (-6,7%), bien que la direction ait confirmé ses prévisions pour 2025.

MESURES POUR BAISSER DE MOITIÉ LES QUOTAS D'IMPORTATION

L'UE veut doubler les droits de douane sur l'acier

La Commission européenne propose de diminuer de moitié les quotas d'acier importé de l'étranger et de doubler les droits de douane de 25% à 50% sur les livraisons excédentaires, a déclaré mardi le commissaire européen chargé de la stratégie industrielle, Stéphane Séjourné, afin de préserver la viabilité de l'industrie sidérurgique dans l'Union européenne (UE).

La Commission européenne propose de limiter à 18,3 tonnes méttriques le volume annuel exempté de droits de douane, soit une baisse de 47% par rapport aux quotas de 2024. L'acier européen est actuellement protégé par des mesures de sauvegarde qui plafonnent les importations de 26 catégories d'acier, avec des droits de douane de 25%. La Commission prévoit également un doublement des droits de douane hors quota, qui passeraient à 50%, conformément à ce que proposent le Canada et les États-Unis, bien que les droits de douane de ces derniers s'appliquent dès la première tonne. Seuls l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège, qui appartiennent à l'Espace économique européen mais ne sont pas membres de l'UE, seront exemptés de ces mesures qui devront être approuvées par les gouvernements de l'Union et le Parlement européen. "C'est la nouvelle clause de sauvegarde

sur l'acier. C'est la réindustrialisation de l'Europe", a commenté Stéphane Séjourné sur le réseau social X. Le nouveau système pourrait contribuer à la conclusion d'un accord avec les États-Unis visant à remplacer les droits de douane américains de 50% par un système de quotas, comme le prévoit l'accord conclu entre Washington et Bruxelles à la fin du mois de juillet. En raison de l'augmentation des importations et des droits de douane américains, les producteurs d'acier de l'UE ne fonctionnent qu'à 67% de leur capacité. Les nouvelles mesures, conformes à celles rapportées par Reuters la semaine dernière, prévoient de faire passer ce taux à 80%. Pour Axel Eggert, directeur général de l'association sidérurgique européenne Eurofer, ces mesures réduiraient les importations à une part de marché de 15% et pourraient permettre de sauver des centaines de milliers d'emplois.

Le Royaume-Uni a lui demandé des éclaircissements urgents sur les quotas d'importation d'acier annoncés mardi par la Commission européenne. "Nous défendrons toujours notre industrie sidérurgique, qui est essentielle, c'est pourquoi nous demandons à la Commission européenne de clarifier de toute urgence l'impact de cette mesure sur le Royaume-Uni", a déclaré le ministre de l'Industrie, Chris McDonald. "Il est vital que nous protégeions les flux commerciaux entre le Royaume-Uni et l'UE, et nous travaillerons avec nos alliés les plus proches pour relever les défis mondiaux plutôt que d'aggraver les difficultés de nos industries", a-t-il ajouté. La Commission a déclaré que les volumes des contingents correspondraient aux importations à partir de 2013, date à laquelle la surcapacité a commencé, selon elle. En 2024, la Turquie, l'Inde, la Corée du Sud, le Vietnam, la Chine, Taïwan et l'Ukraine étaient les principaux exportateurs d'acier vers l'UE.

BLOCAGE BUDGÉTAIRE

Trump remet en question les arriérés de salaire des fonctionnaires

Le président américain Donald Trump a affirmé mardi que les fonctionnaires fédéraux mis au chômage technique pendant la paralysie budgétaire actuelle ne recevraient pas automatiquement leurs arriérés de salaire, malgré une loi en ce sens adoptée lors de son premier mandat. "Je dirais que ça dépend vraiment de qui on parle", a affirmé le président américain à un journaliste qui

l'interrogeait à la Maison Blanche sur cette question des paies différées. Plus de 700.000 fonctionnaires fédéraux ont été mis au chômage technique depuis près d'une semaine, lorsque les profondes divisions au Congrès entre les républicains de Donald Trump et l'opposition démocrate ont empêché d'adopter un nouveau budget avant la date limite.

Depuis, chaque camp se rejette la faute pour ce "shutdown". Depuis le début du "shutdown", le président républicain a multiplié les menaces de licenciements de fonctionnaires fédéraux si la situation persistait. Et le média Axios a révélé mardi l'existence d'une note du Bureau du budget de la Maison Blanche (OMB), selon laquelle les fonctionnaires fédéraux mis au chômage

technique ne sont pas en droit d'obtenir leurs arriérés de salaire une fois la paralysie budgétaire terminée. L'OMB estime qu'une loi de 2019, adoptée au moment du dernier "shutdown" pour obliger l'Etat à payer rétroactivement tous les fonctionnaires - même ceux qui n'avaient pas travaillé - ne s'appliquait qu'à cette situation-là et non aux situations futures.

LE COMMERCE MONDIAL A PROGRESSÉ PLUS QUE PRÉVU EN 2025

Les droits de douane de Trump devraient diviser sa croissance par 5 l'année prochaine

Le commerce mondial a progressé de 2,4% cette année contre 0,9% attendu par l'OMC, notamment parce que de nombreux pays ont anticipé l'entrée en vigueur des droits de douane de Trump en augmentant leurs importations. Les produits basés sur l'intelligence artificielle (IA) et la poussée des importations américaines avant la hausse des droits de douane par Donald Trump ont permis au commerce mondial de marchandises de se maintenir en 2025, mais les perspectives s'assombrissent pour 2026, a averti l'OMC mardi. Fait assez rare, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a modifié plusieurs fois cette année ses estimations, en raison des

incertitudes entourant l'impact des nouveaux droits de douane imposés par l'administration américaine. Selon les nouvelles prévisions des économistes de l'OMC, le volume du commerce mondial de marchandises devrait ainsi progresser cette année de 2,4% (contre une estimation établie à 0,9% en août). Toutefois, la croissance prévue en 2026 a été descendue à 0,5% (contre 1,8% précédemment). La croissance des exportations mondiales de services devrait elle tomber de 6,8% en 2024 à 4,6% en 2025 puis à 4,4% en 2026. "La résilience du commerce en 2025 est due en grande partie à la stabilité offerte par le système commercial multilatéral fondé sur des règles", a commenté la direc-

trice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, dans un communiqué. "Pourtant, la complaisance n'est pas une option. Les perturbations actuelles du système commercial mondial sont un appel à l'action pour que les nations repensent le commerce et établissent ensemble des bases plus solides conduisant à une plus grande prospérité pour tous", a-t-elle ajouté. Selon les économistes de l'OMC, la croissance du produit intérieur brut (PIB) mondial sera de 2,7% en 2025 et 2,6% en 2026. "La réponse mesurée des pays aux changements de droits de douane" a permis d'éviter une chute du commerce en volume, a relevé la cheffe de l'OMC.

D'autres éléments ont permis au commerce mondial de résister: l'augmentation des dépenses consacrées aux produits basés sur l'IA, la poussée des importations américaines avant la hausse des droits de douane et la vigueur des échanges entre les autres pays, en particulier entre les économies émergentes, a-t-elle indiqué. "Le commerce Sud-Sud" a augmenté de 8% en glissement annuel, en valeur, au premier semestre 2025, contre 6% pour le commerce mondial dans son ensemble, a détaillé l'OMC. Le commerce Sud-Sud impliquant des partenaires autres que la Chine croît même encore plus rapidement, en hausse d'environ 9%.

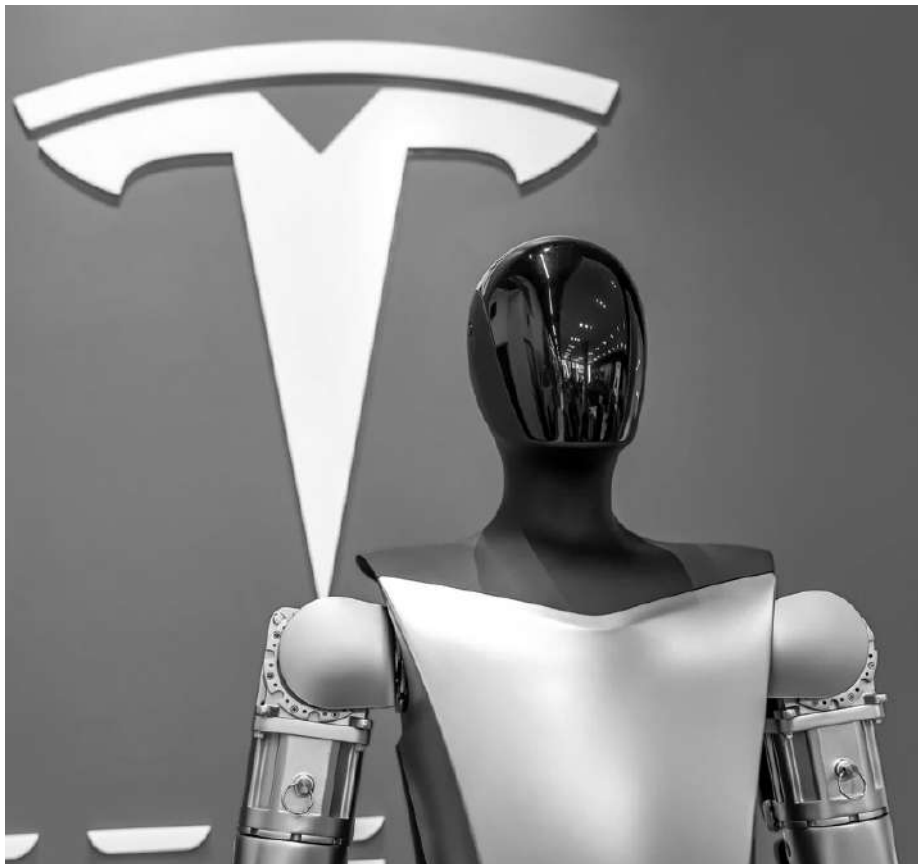
FTSE

Le Vietnam reclassé «marché émergent» par le fournisseur d'indices FTSE

Le Vietnam a été désigné pour la première fois mercredi comme un marché boursier émergent par le fournisseur d'indices financiers britannique FTSE, décision attendue depuis longtemps qui pourrait accélérer les investissements étrangers à la Bourse de l'une des économies les plus dynamiques d'Asie du Sud-Est. «FTSE Russell reconnaît les progrès réalisés par les autorités boursières vietnamiennes dans l'évolution de leur marché (...) et la mise en place d'un processus formel pour traiter les transactions», a déclaré FTSE dans un communiqué. Le Vietnam remplit, selon elle, «tous les critères du statut de marché émergent secondaire». Cette catégorie inclut notamment la Chine et l'Inde. La principale bourse du Vietnam a enregistré une hausse d'environ 3,2% mercredi. FTSE avait ajouté le pays à sa liste dès 2018 et le Vietnam a entre-temps procédé à des réformes radicales, notamment en supprimant certaines limites de participation étrangère dans les sociétés cotées. Ce statut est «une étape importante marquant le fort développement du marché boursier vietnamien», a réagi la Commission d'État des valeurs mobilières (SSC), qui s'est engagée à «créer les conditions optimales pour que les investisseurs nationaux et étrangers puissent accéder au marché (...) tout en favorisant une intégration plus profonde dans le marché financier mondial». Le Vietnam, qui vise le statut de «pays à revenu intermédiaire» d'ici 2030, table sur une croissance économique en 2025 de 8% contre 7,1% pour 2024. De son côté, le Fonds monétaire international (FMI) a prévu le mois dernier un ralentissement, avec une croissance revenant à 6,5% cette année et qui «ralentirait encore en 2026 compte tenu de l'effet sur toute l'année des nouveaux tarifs douaniers américains (...) et du retrait de la plupart des mesures de relance gouvernementales ponctuelles de 2025». Le Vietnam s'est entendu début juillet avec les États-Unis, son principal marché d'exportation pour notamment le textile et les chaussures, sur une surtaxe de 20%, et non 46% comme initialement programmé par l'administration Trump.

Le robot humanoïde de Tesla franchit un cap dans une démo qui surprend

Tesla vient de publier une nouvelle vidéo, dans laquelle on voit son robot Optimus s'adonner à un art martial !



Chez Tesla, les activités ne se cantonnent plus depuis longtemps aux simples véhicules électriques. L'entreprise d'Elon Musk développe aussi un robot humanoïde Optimus, dont l'objectif est d'améliorer au fil du temps l'autonomie et la qualité des mouvements en s'appuyant sur les avancées en intelligence artificielle. Et

ce robot montre des dispositions de plus en plus impressionnantes.

Le robot Optimus nous montre sa maîtrise du kung-fu

Vous aussi, vous vous étiez arrêtés au robot Optimus capable d'effectuer quelques pas de danse ? Eh bien, sachez

que ce n'est pas grand-chose par rapport à ce que l'on peut voir aujourd'hui, comme vous pouvez l'observer dans cette vidéo intégrée juste en dessous. Postée par Elon Musk sur son compte X, on y voit le robot Optimus faire face à un opposant, et être capable de plusieurs mouvements de base en kung-fu (dont notamment le blocage bras avant), mais aussi de rester debout en équilibre après être poussé.

Un entraînement qui permet d'améliorer la qualité des mouvements d'Optimus

La seule limite de la démonstration tient aux coups de pieds, qui sont évidemment plus difficiles à effectuer que les coups de poings. On voit ainsi le robot Optimus ne lever qu'une fois la jambe, pour effectuer un bref chassé latéral dans le vent.

Reste tout de même que la démonstration est impressionnante de fluidité pour un simple robot, qui, et c'est bien précisé par Elon Musk, n'est absolument pas téléopéré cette fois, et fonctionne grâce à la seule intelligence artificielle.

Au-delà du côté assurément assez tape-à-l'œil, qui fait une bonne publicité à Tesla, ce genre d'entraînement permet d'améliorer la réactivité d'Optimus, afin de permettre sa bonne adaptation à des situations réelles. Une nécessité si Tesla veut réussir à en faire un outil de masse stable au quotidien dans les usines, les lieux publics ou les habitations.

Qualcomm rachète Arduino

L'annonce a été faite à l'occasion d'une conférence presse où le spécialiste dans la conception de microcontrôleurs open source dévoilé son dernier produit Uno Q. Selon Nakul Duggal, en charge de l'automobile et de l'IoT industriel chez Qualcomm, cette acquisition permettra à l'entreprise « d'être plus accessibles à la communauté des développeurs » et d'avoir « l'opportunité de rendre l'edge computing beaucoup plus performant ». Il a balayé les craintes des makers qui se servent des cartes Arduino pour réaliser des tests ou des petits projets, en rappelant que la société reste indépendante. Le montant de l'opération n'a pas été communiqué.

Un rapport de Deloitte truffé d'hallucinations

Le gouvernement australien est bien décidé à demander des comptes au cabinet d'études après lui avoir commandé un rapport généré par l'IA. Problème : ce dernier contiendrait de nombreuses hallucinations amenant ainsi ce gouvernement à demander son remboursement. Le document en question "Targeted Compliance Framework Assurance Review" aurait ainsi coûté environ 290 000 \$. Peu après la publication du rapport, Chris Rudge, directeur adjoint du département de droit de la santé à l'université de Sydney, a remarqué que plusieurs articles et publications cités n'existaient pas. Parmi ceux-ci figuraient plusieurs références à des rapports inexistantes rédigés par Lisa Burton Crawford, professeure à la faculté de droit de l'université de Sydney. « Il est inquiétant de voir des recherches m'être attribuées de cette manière », a déclaré Mme Crawford à l'AFR (Australian financial review) en août. « J'aimerais que Deloitte m'explique comment ces citations ont été générées ».

Avec MatrixPDF, une campagne de phishing cible Gmail

Présent dans le quotidien des personnes et des entreprises, le PDF intéresse les pirates. Certains ont développé un outil baptisé MatrixPDF pour cibler les utilisateurs de Gmail. Si le renforcement des outils de détection est requis, la sensibilisation à la menace reste incontournable. Alors que les cyberattaques par ingénierie sociale se multiplient, les campagnes de phishing redoublent d'ingéniosité pour tromper la vigilance des utilisateurs. C'est désormais le format PDF qui est détourné. Des chercheurs de Varonis ont ainsi mis au jour une campagne sur Gmail exploitant un outil nommé MatrixPDF, capable d'injecter du code et de contourner les filtres de sécurité. Derrière un simple fichier PDF se cache en réalité une attaque qui pousse automatiquement la victime à l'ouvrir. MatrixPDF exploite du contenu flouté, des superpositions et du code JavaScript pour duper les utilisateurs et télécharger des charges malveillantes à leur insu. « Le format PDF est devenu omniprésent dans les usages personnels comme professionnels, ce qui inspire un sentiment de confiance », observe Erik Avakian, conseiller technique chez Info-Tech Research Group. « Beaucoup considèrent encore les PDF comme sûrs, contrairement aux fi-



chiers .exe ou .zip, perçus comme suspects. »

Une mécanique bien huilée

MatrixPDF facilite l'intégration, par des cybercriminels, de faux messages, d'actions JavaScript et de redirections automatiques dans des documents qui paraissent légitimes. Ils peuvent personnaliser le lien externe vers lequel le fichier redirige, lui donner une apparence crédible avec un logo ou un cadenas, et dissimuler le contenu derrière un flou. Les chercheurs ont repéré deux modes opératoires. Le premier exploite la fonction d'aperçu de Gmail. Le PDF ne contient ni lien visible ni code malveillant détectable, seulement des

scripts et un lien externe. Le texte apparaît flouté, accompagné d'un bouton « Ouvrir le document sécurisé » qui incite à cliquer. Ce clic déclenche ensuite l'ouverture d'un site externe, parfois légitime, comme celui d'un client SSH. Parce que l'action est initiée par l'utilisateur, Gmail ne la considère pas comme dangereuse, laissant ainsi le téléchargement s'effectuer hors du bac à sable de l'antivirus. Le second scénario repose sur l'intégration directe de JavaScript dans le PDF. Lorsqu'il est ouvert dans un lecteur comme Acrobat ou dans un navigateur, le script se connecte automatiquement à l'URL d'un fichier malveillant. Une fenêtre pop-up demande alors l'autorisation d'y accéder. Si la vic-

time clique sur « autoriser », le fichier est téléchargé et exécuté. « Les PDF piégés ne sont pas nouveaux », rappelle David Shipley, dirigeant de Beauceron Security. « Mais MatrixPDF simplifie considérablement la tâche des cybercriminels. »

L'usage des emails personnels, un risque sous-estimé

Avec la généralisation du travail hybride, de plus en plus d'employés consultent leurs emails personnels sur des ordinateurs professionnels. Un comportement qui ouvre une brèche de sécurité. « Les RSSI devraient envisager de restreindre l'accès aux webmails personnels sur le réseau de l'entreprise, ou à défaut, encadrer leur usage », recommande Erik Avakian. « Les PDF passent souvent pour inoffensifs, et les attaquants exploitent cette habitude. » Une fois la première machine compromise, les cybercriminels peuvent se déplacer latéralement sur le réseau, voler des identifiants ou déployer d'autres malwares. « Cette évolution du phishing montre combien l'utilisateur reste le maillon faible de la chaîne d'attaque », avertit Ensar Seker, directeur de la sécurité chez SOCRadar.

Miser sur la vigilance et la culture sécurité

Si les attaques par pièce jointe ont généralement un taux de succès plus faible que les liens intégrés dans un email, elles reposent sur la curiosité et la confiance des utilisateurs. Pour s'en prémunir, les entreprises doivent combiner plusieurs leviers : durcir les filtres de messagerie, renforcer le sandboxing des pièces jointes, surveiller le comportement des fichiers suspects sur les postes de travail et interdire l'accès aux webmails personnels depuis les équipements professionnels. La sensibilisation reste cependant la première ligne de défense. Former régulièrement les équipes à reconnaître ce type de piège, à travers des exemples concrets et des mises en situation, réduit le risque. « Il faut instaurer une culture du réfléchir avant de cliquer », insiste Seker. « Et ne pas oublier de valoriser les employés qui signalent une tentative de phishing. » Pour Erik Avakian, cette campagne illustre à quel point la vigilance humaine reste clé : « MatrixPDF représente une occasion idéale, notamment pendant le mois de la cybersécurité, pour renforcer la formation et rappeler les bons réflexes. »

Aston Martin plombé par les droits de douane de Trump et de la Chine

Entre surtaxes américaines, quotas d'exportation et hausse des droits chinois sur de nouvelles catégories de voitures luxueuses, Aston Martin traverse une zone de turbulences. Le constructeur britannique a ainsi revu ses prévisions à la baisse et son action a plongé à la Bourse de Londres, dans l'attente d'un hypothétique rebond en 2026.



L'histoire ne dit pas si le plus célèbre agent secret de Sa Majesté envisage de mener une action belliqueuse contre Donald Trump, toujours est-il qu'il sera de plus en plus compliqué pour 007 de circuler sur les routes nord-américaines à l'avenir. En effet, le luxueux et sportif constructeur britannique, qui fête cette année les 60 ans de ses cabriolets, vient de revoir à la baisse ses prévisions de résultat annuel, citant notamment "les incertitudes liées à l'impact économique des

droits de douane américains" et "la mise en œuvre du quota" de voitures britanniques bénéficiant d'une taxe américaine réduite.

Aston Martin plombé par la surtaxe douanière de Trump

Résultat immédiat, le titre Aston Martin a plongé en Bourse londonienne Stock Exchange, de plus de 9% à 73,95 pence ce lundi matin peu après l'ouverture. Rappe-

lons que si un accord commercial entre Londres et Washington est en effet entré en vigueur en juin 2025, réduisant les droits de douane pour les automobiles britanniques de 27,5% à 10%, cette réduction de la surtaxe des Etats-Unis n'étant cependant actée que dans la limite d'un quota de 100 000 véhicules exportés par an, tous constructeurs britanniques confondus. En contrepartie, le gouvernement britannique a annoncé plus d'un milliard de li-

vres d'investissements américains dans le secteur bancaire.

Un environnement macroéconomique mondial difficile

Dans un communiqué, Aston Martin, qui avait temporairement limité ses exportations aux États-Unis en avril et mai derniers dans l'attente d'un accord commercial entre Londres et Washington, dit aussi souffrir de : "l'environnement macroéconomique mondial auquel le secteur est confronté demeure difficile", évoquant également "des changements des taxes chinoises sur les voitures de luxe et des risques accrus de pressions sur les chaînes d'approvisionnement", faisant ainsi référence à la cyberattaque qui paralyse depuis début septembre son compatriote Jaguar Land Rover - ce dernier pourrait redémarrer la production cette semaine, rapporte cependant la chaîne anglaise BBC.

Aston table sur un rebond en 2026

Quoi qu'il en soit, le constructeur de Gaydon, qui publiera le 29 octobre prochain ses résultats du 3e trimestre, a déjà prévu que ses volumes seront moins bons que prévu cette année. En attendant, précise-t-il, voir sa rentabilité rebondir l'an prochain. Demain est un autre jour.

Deux des Mercedes les plus historiques ne seront bientôt plus totalement allemandes

Après un nouvel investissement dans l'usine locale, Mercedes s'apprête à produire, à court terme, ses Classe C et E en Hongrie. Un pays qui attire de plus en plus les investisseurs, malgré une politique pour le moins autoritaire. La position du Premier ministre Viktor Orbán vis-à-vis de la Chine, beaucoup moins défiante que le reste de l'Europe, a ses avantages, en plus du coût de la main-d'œuvre et de la (relative) proximité avec l'Allemagne. Le nom de la ville de Kecskemét ne vous dit probablement rien, mais c'est pourtant une des usines qui montent au sein du groupe Mercedes. Situé en Hongrie, dans un pays qui fait tout pour accueillir le gratin de l'automobile européenne, ce site va désormais ajouter deux cordes à son arc, et pas des moindres. Lui qui assemblait déjà des Classe A, CLA et autre EQB va désormais sortir de ses chaînes des Classe C et E. Rien que ça. Le groupe allemand avait en effet confirmé au printemps dernier qu'il transférerait la production de quelque 100 000 berlines et breaks à Kecskemét. Évidemment, cela n'implique pas que les Classe C et E ne seront plus allemandes. Mais elles ne le seront plus complètement.



Pourquoi la Hongrie ?

Historiquement, la première marque étrangère à s'implanter durablement en Hongrie a été Suzuki, dans les années 1990. Les Swift que vous trouvez en concession en France viennent toutes de Hongrie, plus précisément d'Esztergom. Puis tous les allemands ont suivi : Audi, BMW, Stellantis (Opel) et Mercedes se sont implantés sur place. Ils sont désormais rejoints par un certain BYD, qui construit sa toute première usine européenne. CATL

doit également y fabriquer des batteries pour les véhicules électriques fabriqués en Europe. Si la Hongrie attire autant, c'est parce qu'elle est idéalement située sur le plan géographique, puisque relativement proche de l'Allemagne, au même titre que la République tchèque. Surtout, le coût de la main-d'œuvre y est beaucoup moins élevé et le système éducatif plutôt performant. On estime qu'en Hongrie, le coût du travail est 70% inférieur à celui de l'Allemagne dans l'automobile, en sachant que ce poste de dépense repré-

sente à lui seul 8% des coûts totaux d'un groupe comme Mercedes. Pas franchement anecdotique. Enfin, il faut y ajouter les nombreuses subventions du gouvernement d'Orbán, qui ne fait clairement pas consensus au sein de l'Europe, mais qui, pour les constructeurs automobiles, a le mérite de les accueillir à bras ouvert tout en ne tournant pas complètement le dos aux chinois. Et les Allemands ne font pas semblant sur place : BMW, par exemple, a construit une usine ultra moderne fonctionnant en partie

en autonomie énergétique. Sa ligne de peinture est quant à elle unique au monde, puisqu'elle fonctionnerait sans aucun gaz. Et Mercedes compte assez rapidement introduire les robots humanoïdes à Kecskemét.

Des Mercedes haut de gamme hongroises

Le lieu de fabrication d'un véhicule a-t-il réellement son importance ? Il pouvait peut-être l'avoir dans les années 1980 ou 1990 pour une marque comme Mercedes, qui a construit sa réputation sur la qualité allemande, mais ce n'est désormais plus vraiment le cas. Le transfert d'une partie des Classe C (EQ) et E en Hongrie ne devrait donc pas changer la donne. En revanche, ce qui va changer, c'est la hausse de rentabilité : des employés moins coûteux, et surtout des impôts sur les sociétés parmi les plus bas d'Europe. Un point de plus pour la Hongrie, et si des voix ont commencé à s'élever contre les constructeurs qui sympathisent un peu trop avec le diable Orbán, ce n'est probablement pas suffisant pour endiguer la fuite des productions allemandes vers ce nouveau paradis. Mais les marques allemandes assurent ne pas se mêler des affaires politiques.

Mots fléchés

Ils ont perdu la mémoire Un sous-continent		Rompres reins Prénom masculin		Pays d'Amérique du Sud		Prénom féminin Beau château		Aphasie Couturier français (Christian)		Il se sert d'un trépan		Atténuer Golfe marin
Qui est peu vêtue Pensas				Érodait Ancienne mesure chinoise						Rivière espagnole		
							Volatile Empoisonnement du sang					
Parlementaires Inventoriée										Petit récipient pour écoliers jadis		Elle peut-être sèche
						Savant en une matière quelconque		Formule de politesse				
Schlinguer		Esquive Petit café populaire						Dans Volcan italien			Argon Etablis-sant	
				Capitale d'un pays européen Fer espagnol					Petit poil Enjolivée de bandes de tissu			Situées
Einsteinium Corps céleste			Roue a gorge		Cuves							
					Sport Licencieux							Un héros de la guerre de Troie
Région du delta du Rhône	Ventilée Interpella-tion vive						Squelette des poissons L'Estonie en VO					
								Secrétée par le rein				
Rapport de cercle Arbre en pot			Vitesse acquise Habitant un pays européen					Titane		À toi		
						Allégorie Organi-sation cycliste						Vieux alliages
Humour Prénom d'origine germanique				Petit démon facétieux						Afficher		Il ne s'occupe pas des affaires des autres
				Une chaîne info Vient de rire				Vieux non Originaire d'un état balkanique				
Poil de chèvre angora		Authen-tique					Race de chien Confidente					
						Veine ou déveine Talent					Union africaine	
Une soupe pour Fallet		Métal précieux		Tassa Lettre grecque					Écrivain mais aussi officier de marine			
					Fixée à demeure						Petite route	
Harassée									Plantes herbacées			

L'or surpasse 4.000 dollars l'once pour la première fois

L'or a surpassé pour la première fois mercredi la barre des 4.000 dollars l'once, profitant de son statut de valeur refuge dans un marché hanté par les incertitudes, et sur fond de paralysie budgétaire aux Etats-Unis. Le métal jaune a atteint 4.001,11 dollars l'once à 02H00 GMT sur le marché au comptant en début d'échanges asiatiques. Sur le Comex, la Bourse des matières premières de New York, l'once d'or pour livraison en décembre avait déjà dépassé mardi les 4.000 dollars.



PÉTROLE

Le Brent progresse à 66,27 dollars

Les cours du pétrole progressaient mercredi, encouragés par une augmentation de la production de l'Opep+ plus modérée qu'anticipé et la demande croissante de la Chine. En milieu de la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 1,25% à 66,27 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediaire, pour livraison en novembre, gagnait 1,33% à 62,55 dollars. Le pétrole est soutenu depuis dimanche par la décision prise par les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+) d'augmenter leurs quotas de 137.000 barils par jour pour le mois de novembre prochain, un volume jugé faible par rapport aux besoins exprimés sur le marché. Selon des experts, le marché est également stimulé par la demande de la Chine qui continue d'acheter du pétrole brut pour reconstituer ses réserves stratégiques. Deuxième consommateur de brut au monde, Pékin contribue ainsi à l'amélioration des prévisions de demande d'or noir et à la stabilité des cours, ont souligné ces analystes.

ALGÉRIE-EGYPTE

Entretien téléphonique entre Tebboune et Al-Sissi

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier un appel téléphonique de son frère, M. Abdel Fattah Al-Sissi, président de la République arabe d'Égypte, au cours duquel les deux chefs d'État ont échangé leurs points de vue sur la situation dans leur environnement régional respectif et ses répercussions sur les deux peuples frères. Les deux présidents ont également évoqué les relations bilatérales profondes et solidement ancrées dans la mémoire nationale, marquées par le combat partagé des deux peuples, États et dirigeants, au service de la nation arabe et islamique. Ils ont convenu de renforcer ces relations à tous les niveaux de coopération. Par ailleurs, les deux dirigeants se sont mis d'accord pour tenir prochainement la prochaine session du Comité mixte algéro-égyptien et programmer des visites réciproques de haut niveau, dans un esprit de consolidation des valeurs de lutte commune et des intérêts partagés. Le président de la République a, en outre, adressé ses félicitations à son frère, le président égyptien, à l'occasion de l'élection de l'Égypte à la présidence de l'UNESCO, saluant cette victoire comme une reconnaissance renouvelée du rôle historique de l'Égypte, pays au patrimoine culturel millénaire, dont la présidence de cette organisation onusienne sera bénéfique à la communauté internationale.

MDN

Un terroriste se rend aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar

Un terroriste, dénommé Mohamed Talbi, alias "Khoubeib", ayant rejoint les groupes terroristes activant à l'extérieur du pays en 2017, s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar, indique mercredi, un bilan opérationnel de l'Armée nationale populaire (ANP). "Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée Nationale Populaire ont exécuté, durant la période allant du 1er au 7 octobre 2025, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité, qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national". "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des unités de l'ANP, le terroriste dénommé Talbi Mohamed alias "Khoubeib" s'est rendu aux autorités militaires de Bordj Badji Mokhtar en 6ème

Région militaire, en sa possession un (1) fusil à répétition semi-automatique, une quantité de munitions et d'autres effets. Ledit terroriste avait rejoint les groupes terroristes activant à l'extérieur du pays en 2017", précise la même source. Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, (53) narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de (7) quintaux et (86) kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que (2) kilogrammes de cocaïne et (232.600) comprimés psychotropes ont été saisis", ajoute le bilan. "A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Djanet, In Guezzam et Ilizi, des détachements de l'ANP ont arrêté (209) individus et saisi (34) véhicules, (96)

groupes électrogènes, (63) marteaux piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite. De même, (19) autres individus ont été appréhendés et un (1) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, un (1) pistolet automatique, un (1) fusil semi-automatique, (19) fusils de chasse, (18.525) litres de carburants, ainsi que (80) quintaux de tabacs et (5) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation ont été saisis et ce, lors d'opérations distinctes". En outre, les Garde-côtes ont "mis en échec, sur les côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et procédé au sauvetage de (102) individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que (334) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national", conclut le bilan opérationnel de l'ANP.

OMC

Prévisions en hausse de la croissance du commerce mondial à 2,4% en 2025

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a relevé mardi à 2,4% sa prévision de croissance du commerce mondial de marchandises pour 2025 contre 0,9% dans sa précédente estimation d'août. Parallèlement, la prévision pour 2026 a été révisée à la baisse, passant de 1,8% à 0,5%. Selon le dernier rapport de l'OMC inti-

tulé "Perspectives et statistiques du commerce mondial", le PIB mondial devrait augmenter de 2,7% en 2025 et de 2,6% en 2026. Le rapport indique que le volume du commerce mondial de marchandises, mesuré par la moyenne des exportations et des importations, a augmenté de 4,9% en glissement annuel au

cours du premier semestre de cette année. L'OMC attribue ces bons résultats à plusieurs facteurs, notamment l'anticipation des importations en Amérique du Nord avant la hausse prévue des droits de douane américains, la désinflation et les politiques budgétaires favorables, la croissance solide des marchés émergents et la forte augmentation du

commerce des biens liés à l'intelligence artificielle. Le commerce entre les économies en développement a également connu une hausse notable. La valeur du commerce Sud-Sud a augmenté de 8% en glissement annuel au premier semestre 2025, dépassant la croissance de 6% de la valeur globale du commerce mondial.

AGRICULTURE

La production mondiale de coton en nette hausse

La production mondiale de coton pour la campagne 2024-2025 (août-juillet) est estimée à 26 millions de tonnes, son plus haut niveau depuis quatre campagnes, selon les données publiées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Cette hausse s'explique principalement par des conditions climatiques favorables en Chine, une expansion des surfaces cultivées au Brésil et aux Etats-Unis, et une reprise en Afrique de l'Ouest. La valeur mondiale de la

production cotonnière est estimée à plus de 75 milliards de dollars par an et le commerce mondial du coton représente plus de 20 milliards par an, indique la même source. Les Etats-Unis et le Brésil sont les plus grands exportateurs de coton, représentant plus de la moitié de l'offre mondiale, alors que le Bangladesh, le Vietnam et la Chine concentrent les importations. "La part du coton dans la consommation mondiale de fibres est reculé passant de 60 % dans les années 1960 à 22 %

actuellement, alors que la part des fibres synthétiques a considérablement augmenté", lit-on dans le rapport de la FAO. La FAO, qui a célébré mardi la Journée mondiale du coton, rappelle que la fibre reste un pilier économique pour plus de 24 millions de producteurs et 100 millions de familles dans le monde. "Les femmes représentent 43 % de la main-d'œuvre cotonnière, notamment en Afrique et en Asie", a-t-elle ajouté.

SÉMINAIRE INTERNATIONAL SUR LES ÉNERGIES NOUVELLES ET RENOUVELABLES

La 7^e édition prévue les 15 et 16 octobre à Ghardaïa

Le septième séminaire international sur les énergies nouvelles et renouvelables se tiendra les 15 et 16 octobre en cours au siège de l'Unité de recherche appliquée en énergie renouvelable (URAER) de Ghardaïa, a-t-on appris auprès des organisateurs. Organisé tous les deux ans par l'URAER de Ghardaïa, cette rencontre se veut être un espace de partage et d'échanges d'expériences professionnelles et pédagogiques en matière d'énergies propres et durables, a indiqué à l'APS le directeur de

l'URAER, Dr. Djelloul Djafer. L'objectif est de s'enquérir des dernières avancées et nouveautés dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables, a-t-il ajouté en soulignant que la rencontre constitue aussi une plateforme "idoine" pour évaluer l'application des différentes recommandations des éditions précédentes du séminaire. De nombreux experts et chercheurs universitaires, nationaux et étrangers (Inde, Malaisie, France, Tunisie et Bahreïn) prendront part à ce rendez-vous biennal considéré

comme une tribune de partage des meilleures expertises et innovations énergétiques durables dans le monde, en vue de protéger l'avenir de la planète, préserver l'environnement, limiter les émissions de gaz à effet de serre et lutter contre les changements climatiques, selon les organisateurs. Le Programme du séminaire prévoit des conférences, workshops et ateliers sur des thématiques clés, notamment les systèmes photovoltaïques solaires et hybrides, le so-

laire thermique, les nouvelles énergies (hydrogène, pile à combustible, ...) les ressources renouvelables (solaire, éolien, biomasse, ...) ainsi que la maîtrise de l'énergie et l'environnement. Les participants auront également à s'informer sur l'expérience algérienne en matière d'énergie renouvelable et formuler des propositions et recommandations visant à renforcer la recherche appliquée dans ce domaine, à favoriser les échanges entre chercheurs et à attirer les jeunes à travailler dans ce secteur.